

Lire en p.12, notre enquête : Main basse sur la presse.

QUOTIDIENS PARISIENS À VENDRE

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

JEUDI 3 FÉVRIER
N° 366 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire : 56942

Voir p.9

Le cinéma dans
la lutte des classes
à la campagne

**Des robes
qui ne
veulent pas
prendre
le pli**

Alors que les huissiers pleins de zèle n'hésitent pas à saisir 10 fois le montant des dettes contractées, quelques juges d'instruction mettent des bâtons dans les roues pesantes de la justice bourgeoise. Les luttes des travailleurs pour leur santé, leur sécurité, leurs conditions de vie trouvent un écho certain parmi de jeunes magistrats, qui étaient étudiants en 1968... Les lois laissent une marge de manœuvre ; en règle générale, le magistrat ferme les yeux sur les fraudes, détournements et autres « accidents » du travail dont se rendent coupables les capitalistes, mais pour le peuple, il sait être impitoyable. Les audiences de flagrants délits en sont le témoignage... flagrant.

Signe des temps de crise, tous les juges ne sont pas de ce bois dont on fait les flûtes. Sur ces échines qui ne veulent pas se courber, il faut alors faire tomber le bâton. C'est ce qui arrive à Mlle Joly, après Charette, après Ceccaldi. A chaque fois le mythe de la justice au-dessus des classes se ratatine comme peau de chagrin...

- Plan Barre : la poudre aux yeux et le cran à la ceinture p.3
- Chantage à la crise à Tourcoing : un petit patron prétend embaucher 60 chômeurs pour licencier 60 ouvriers grévistes. p.4
- Réseau SNCF Paris Sud-Ouest 6 ouvriers tués en 2 mois p.6

L'ÉMISSION DE GISCARD

DIALOGUE FABRIQUÉ A LA TELEVISION



Le plan Barre était impopulaire. Chirac ruait dans les brancards. Le régime était éclaboussé par plusieurs scandales desquels le fidèle ministre de l'intérieur se sortait plutôt mal. La bourse elle-même était morose, tant la confiance de la bourgeoisie dans les capacités de Giscard à gérer ses affaires était en baisse.

Hier soir, le président en exercice a cru trouver la

solution : dialoguer avec le peuple à la télévision. Drôle de peuple, drôle de dialogue. Certes, des travailleurs se trouvaient là - à l'exception des immigrés, exclus par le même racisme des sondages qui prétendait justifier leur absence de la récente enquête de « l'Humanité ». Mais, sous les lambris de l'Elysée, sous le feu des projecteurs, que pouvait-il rester de cette réalité du combat mené tous les

jours à l'atelier, au village, dans le quartier ? Quand notre chef d'Etat veut rencontrer le peuple, il le convoque.

Le résultat aura été à la mesure de l'attente présidentielle : une occasion fournie d'apparaître comme ayant réponse à tout, aux préoccupations vivantes des masses populaires. Ça et là, la machine a bien grincé, le truquage a bien montré le bout de l'oreille. Dans l'ensemble, le spectacle était quand même réussi, et la vedette à son avantage.

Un spectacle, et c'est tout. Hier matin, en conseil des ministres, on passait à ces choses sérieuses qui font la réalité du gouvernement : restructurations, avec leurs cortèges prévisibles de licenciements, dans plusieurs secteurs de l'industrie privée ; « assainissements », ce qui revient au même, dans les entreprises publiques. Le plan Barre continue. Avec lui, la révolte et les hésitations des exploités sur la meilleure manière d'y faire face. Un show, si réussi soit-il, n'efface pas la crise.

Voir p.3

PS - PC

LE PROGRAMME COMMUN REMIS EN CHANTIER

Les « experts » se réunissent ; l'Humanité soulève le problème ; certaines tendances du parti socialiste s'inquiètent : la négociation sur la remise à jour du programme commun est en route. Elle pourrait bien devenir l'occasion de la révélation de graves divergences entre les signataires.

Voir p.4

SIDÉRURGIE LORRAINE

LE PLAN DÉTAILLÉ DES PATRONS

Comment ils veulent
les licencier

Voir p.5

MOZAMBIQUE

LE 3^e CONGRÈS DU FRELIMO S'OUVRE AUJOURD'HUI

Un an et demi après l'indépendance, conquise au bout de douze années de lutte contre le colonialisme portugais, le Front de Libération du Mozambique célèbre aujourd'hui l'ouverture de son congrès à Maputo, le premier depuis la victoire. La libération du Mozambique a marqué l'ébranlement de la domination coloniale des pays occidentaux en Afrique australe. La politique d'indépendance, d'unité régionale et de soutien aux luttes de libération des peuples africains développée depuis lors, contre-carre l'intervention des deux super-puissances dans la région et en fait la cible d'agression répétée de la part des régimes racistes.



Voir p.8

A partir de demain, notre dossier : le Mozambique nouveau en construction.



Giscard-Ford, Giscard-Brejev : sous la pression des super-puissances...

Mercredi, le Conseil des Ministres dressait le bilan de la «détente», de la «sécurité et de la coopération en Europe» tel que l'avait établi la conférence d'Helsinki en juillet 1975, où étaient réunis 32 pays européens et le Canada, sous l'égide soviéto-US, au total trente-cinq participants.

Cette conférence était l'aboutissement d'un ensemble de mesures prises par les deux superpuissances à l'égard de l'Europe, et l'une vis-à-vis de l'autre.

Après le sommet d'Helsinki

Les appétits confirmés

Les 18 mois qui se sont écoulés depuis la conférence d'Helsinki ont dévoilé dans toute leur ampleur les ambitions soviétiques. Le redoublement des pressions à l'encontre des pays d'Europe occidentale, l'accroissement du potentiel militaire dont les capacités offensives s'élèvent sans cesse, sa concentration autour de l'Europe, la flotte enveloppant au Nord et au Sud l'Europe tandis que l'URSS s'assurait la suprématie dans le domaine d'une guerre conventionnelle, tous ces faits indiquent nettement les ambitions soviétiques : la domination de l'Europe.

En utilisant les résultats de la conférence d'Helsinki, les soviétiques ont aggravé leur domination à l'Est, multiplié les interventions politiques mais aussi, économiques à l'Ouest. A Helsinki les soviétiques s'étaient fait reconnaître d'une part leur empire à l'Est d'autre part, le droit d'intervenir à l'Ouest. Pour les peuples d'Europe orientale, comme pour le peuple soviétique cela s'est traduit par une aggravation de la domination et de l'oppression. Les Soviétiques ont rejeté toute mise en cause de leur domination et de la dictature fasciste, comme une «ingérence en contradiction avec les accords d'Helsinki», tandis que les espoirs américains de créer des difficultés à l'URSS en multipliant les accords commerciaux et économiques avec elle d'une part, avec les pays d'Europe de l'Est d'autre part étaient combattus.

Depuis Helsinki, le développement des relations industrielles et commerciales sert d'une part la pénétration de l'URSS en Europe occidentale, d'autre part au renforcement de son «économie nationale», c'est-à-dire à la mise en place d'une économie de guerre disposant d'une puissante base industrielle, tout en contre courant ce qui servait l'impérialisme US. Elle apparaît ainsi le premier bénéficiaire de la politique dite «de détente».

C'est ce qui a vivifié de profondes contradictions au sein même de l'impérialisme américain. Depuis quinze mois, depuis le limogeage de Schlesinger, ministre de la défense de Ford, en novembre 75, pas à pas, une remise en cause de la politique de «détente» s'est faite jour aux États Unis, pour riposter aux ambitions soviétiques. La recrudescence des pressions américaines sur l'Europe de l'Ouest, la récente dénonciation de la domination de la dictature soviétique en Europe de l'Est, le renforcement de l'OTAN en sont les signes les plus évidents, et les plus marquants car ils rapprochent d'autant la menace d'une guerre en Europe, tandis que la bourgeoisie de notre pays, néglige la défense nationale.

Ainsi, la conférence de Belgrade qui doit, au mois de juillet tirer le bilan de l'application des accords d'Helsinki, se déroulera sur un arrière-fond de rivalité plus aiguë que jamais, entre les deux super-puissances, rivalité dont la conférence d'Helsinki n'avait marqué qu'une étape.

INTERNATIONAL

DEPUIS HELSINKI,

L'URSS ET LES ETATS - UNIS ACCROISSENT LES RISQUES DE GUERRE EN EUROPE

Fin

PAR GRÉGOIRE CARRAT

LES USA ET L'EUROPE :

DE SONNENFELDT À LA POLITIQUE DU DIKTAT

La conférence d'Helsinki à peine achevée, l'Union Soviétique entreprenait sa première intervention armée sur un autre continent, en armant et organisant l'intervention cubaine en Angola. L'impérialisme américain fut contraint de reculer, en même temps que cette manifestation éclatante des ambitions et des moyens soviétiques l'ont amené à définir, en recul, sa politique : la doctrine Sonnenfeldt entérine le partage de l'Europe en reconnaissant un «lien organique entre l'Europe Orientale et l'Union Soviétique», d'autre part elle veut imposer un diktat à l'Europe Occidentale en affirmant : «Nous nous opposons aux gouvernements communistes en Europe, et nous dialoguons avec eux en Europe Orientale». Les prétentions américaines seront répétées à satiété par Kissinger, par le chef d'état-major de l'OTAN, Haig, avant d'être reprises par l'Allemand Schmidt. Schmidt devait déclarer en août 76, que les crédits et les aides financières seraient supprimés à l'Italie, si le PCI venait à participer au gouvernement.

La tempête de protestations déclenchée aux USA par la politique de Kissinger a conduit à la mise en place progressive d'une politique plus agressive à l'égard de l'URSS, politique qui s'appuie sur une domination plus grande de l'Europe. Le voyage du vice-président américain, Mondale, en Europe, au cours de la semaine qui vient de s'écouler, en a clairement marqué les lignes de force en même temps que les moyens. D'une part, les USA appuient l'intégration européenne, dans la mesure où, aujourd'hui, l'impérialisme allemand, très lié aux États Unis, y jouera un rôle de premier plan et que les voies par lesquelles elle se réalise favorisent la domination US. D'autre part, les États Unis entendent renforcer numériquement et qualitativement l'OTAN. A l'égard de l'Italie, le vice-président US a refusé tout engagement pour un prêt international, maintenant ainsi une forte pression sur ce pays, face à la montée du PCI aussi bien que contre la montée du mouvement révolutionnaire, alors qu'un prêt de quatre milliards de dollars, montant sans précédent, était octroyé à l'Angleterre. L'impossibilité des pays européens d'assurer eux-mêmes

LES MARINES À CANJUEURS



Les marines américains débarquent pour la première fois à Canjuers. Retour en force des Etats Unis en Europe, nouveau glissement vers l'atlantisme à la veille de l'élection de Giscard. (Janvier 74).

la défense de l'Europe face aux menaces soviétiques, doublée des limites que rencontrent les pays européens dans leurs ambitions impérialistes contre le Tiers Monde, donnaient aux USA les moyens de réaffirmer leur volonté de main-mise sur l'Europe. Cette nouvelle agressement US a été marquée dans les derniers jours par l'avertissement lancé à l'URSS, la menaçant de représailles si elle s'en prenait à Sakharov et le soutien proclamé aux signataires de la Charte 77 en Tchécoslovaquie. C'est la première fois depuis Helsinki que les USA se saisissent des difficultés des Soviétiques dans leur empire comme moyen d'intervention.

Au cœur de ces difficultés, l'impérialisme français s'est soumis à reculons. S'il participait au sommet de Porto-Rico où furent décidées des représailles contre l'Italie, au cas où le PCI viendrait au pouvoir, il s'en désolidarisa quand la décision fut rendue publique par Schmidt. Si en 1973, il refusa de participer à l'Agence pour l'énergie mise en place par Kissinger, préférant rechercher des accords d'État à État avec les pays du Tiers Monde, il proposait lui-même en décembre 1976, un sommet des pays industriels pour définir une politique commune. Abandonnant la traditionnelle opposition gaulliste à la supranationalité, il se ralliait à l'élection

du Parlement Européen au suffrage universel qui s'inscrit dans une construction de l'Europe sous domination US. Enfin, la politique de défense française, de plus en plus étroitement combinée à l'OTAN, s'intègre de plus en plus aux projets américains.

ACCUMULATION DES CONDITIONS D'UNE GUERRE EN EUROPE

Ainsi à l'offensive multiforme — politique, économique, combinée à la pression militaire — de l'URSS à l'égard de l'Europe de l'Ouest répond une nette recrudescence des tentatives de domination américaine. Ce faisceau de tentatives soviétiques destinées à s'imposer en Europe de l'Ouest, a remis en cause le partage du continent, va dans le sens de préparatifs directs en vue d'une guerre. Les deux blocs militaires se renforcent, des armes nouvelles sont déployées de part et d'autre par les deux superpuissances.

«L'Union Soviétique n'a pas besoin de la guerre», affirmait Brejnev au XXV^e Congrès du PCUS mais, il affirmait en même temps : «Le Parti s'est attaché à renforcer la capacité défensive du pays et à perfectionner ses forces armées... nous avons fait du bon travail. L'équipement des troupes en armement et

matériel de combat moderne, la qualité de leur préparation militaire se sont améliorés... Personne ne doit douter que notre parti fera tout le nécessaire pour que les glorieuses forces armées de l'Union Soviétique disposent de tous les moyens indispensables pour accomplir leur noble mission». L'URSS n'aurait «pas besoin de la guerre», mais en réalité, elle accélère la course aux armements. Autrement dit, seulement tant qu'elle pourra pacifiquement pénétrer en Europe Occidentale, ses armées serviront de moyen de pression, sans être mises en action.

La situation actuelle en Europe montre que cette stratégie est une stratégie de guerre, et ce que vise l'URSS, c'est la domination complète de l'Europe. La réaction de plus en plus brutale des USA montre en même temps que ceux-ci ne sont nullement disposés à abandonner une zone stratégique aussi décisive. C'est dans ce climat de faillite de la «détente» que s'ouvrira la conférence de Belgrade deux ans après celle d'Helsinki.

A partir de demain, notre dossier : LE MOZAMBIQUE NOUVEAU EN CONSTRUCTION

EMISSION DE GISCARD :

DIALOGUE FABRIQUE
A LA TELEVISION

On a bien insisté : non, ce n'est pas Giscard qui a eu l'idée de cette émission. Mais oui, c'est de bonne grâce qu'il a bien voulu accepter. Naturellement, l'échantillon choisi est «représentatif» ; et les membres du PCF présents (au fait, y en a-t-il vraiment un pour dix Français, comme on pourrait le compter d'après les invités ?) se sont bien chargés de le confirmer en annonçant la couleur.

Bref, tout cela était parfaitement honnête, naturel et direct. Aussi se plaît-on, ici et là, à souligner à quel point Giscard était - ô miracle - parfaitement à son aise parmi tous ces simples gens, face à toutes ces questions difficiles. En bien non ! Ce n'était ni représentatif, ni naturel, ni honnête !

Quand, en trois heures de temps, on prétend traiter du chômage, de l'éducation, des travailleurs immigrés, des jeunes, des saisies, des vieux, de l'agriculture, de la peine de mort, des artisans, de l'administration, des libertés, de l'avortement, du travail manuel, tout en abordant les questions politiques de l'heure, et en faisant des confidences calculées sur sa propre vie de chef d'Etat, il n'est pas vrai qu'on dialogue avec le peuple de France.

On se livre à une démonstration, soigneusement préparée à l'avance, de la manière qu'on a d'avoir réponse à tout. Avez-vous vu comment les invités lisaient leurs questions ? Avez-vous pensé à ce moment au temps depuis lequel Giscard les connaissait ?

SURPRIS PAR LES
CAMERAS : LES MAITRES
DE BALLET

Ici et là, au cours de l'émission, le procédé aura montré le bout de l'oreille : Joseph Pasteur et son coéquipier auront eu beau valser artistiquement entre les tables pour éviter les caméras, on les aura bien remarqués quand même, penchés à l'oreille de tel ou tel invité du jour, préparant leur coup. Et quand un homme, vigneron du Midi, à eu, passant par-dessus toute l'intimidation du cérémonial Élyséen et de l'appareillage technique, le courage de tenir vraiment tête, c'est un vrai pugilat auquel on s'est livré pour lui arracher le micro des mains, et mettre fin à ce lèse-majesté présidentielle.

HAUTE VOLTIGE

Mise en scène ! En voilà deux exemples : le présentateur demande à Giscard de se lever pour passer à une autre table. Chemin faisant, il lui pose une question : «Y a-t-il une division définitive de la majorité ?». Chemin faisant Giscard réplique : «La réponse est non». C'est fini, il s'est rassisi. Il voulait le dire, et il en voulait rien dire de plus ; on lui en a bien donné l'occasion. Et maintenant, conclusion de l'émission : une question soigneusement sélectionnée pour permettre à Giscard de citer son cher livre. Le bouquin est à la

tribune. La vedette l'a oublié ; on l'invite quand même à y venir ; le caméra, maladroite, le surprend en train de le feuilleter : ouf, nous aurons droit à notre petite citation de «*Démocratie Française*». Démocratie en trompe-l'œil, oui !

ÉCLAIRS DE VÉRITÉ

Dans cette atmosphère, un détail frappant : les militants révisionnistes présents, dûment chapitrés par leur cellule, ont servi plus qu'une autre chose, de faire-valoir. C'est à d'autres, de ceux qui en ont simplement assez de cette société chaque jour plus injuste, qu'il est revenu, malgré le soin apporté à la mise en scène, de mettre en relief le creux présidentiel : à cette jeune fille au chômage à ce grand-père indigné par le système scolaire que subissent ses petits enfants, par sa sélection arbitraire et par l'avenir bouché qui leur

DEUX TÉMOINS VIVANTS

Marylène Gauthier, dix-huit ans, en chômage, à la recherche de son premier emploi :

«J'ai fait une première année de BEP sanitaire et social ; au début, en orientation, on nous avait fait miroiter le BEP, en nous disant qu'on pourrait faire monitrice-éducatrice, aide-puéricultrice. En milieu d'année, on nous a appris que finalement il ne servait à rien, qu'il n'était même pas reconnu par l'Etat, et qu'il ne nous servait, si on l'avait, qu'à entrer dans les écoles d'infirmière, de monitrice-éducatrice et d'aide puéricultrice. Quand on nous a dit cela, il y eu une certaine gêne dans la classe ; on s'est un peu arrêtées de travailler. Et, à la fin de l'année, ils en ont renvoyées trente et une, en donnant comme raison : «vous manquez de motivation». Je me suis retrouvée au chômage. Je me suis présentée à plusieurs emplois, et à chaque fois, ou bien qu'il y avait des personnes plus expérimentées (on demandait au moins deux ou trois ans d'expérience), ou bien je ne faisais pas l'affaire parce que je manquais de formation».

Giscard : «C'est difficile que nous traitons de cas particuliers».

Monsieur Malgrange : «A l'école, entre la cinquième et la quatrième, on fait deux catégories d'enfants : les doués et les moins doués. Ceux qui sont soi-disant doués peuvent poursuivre les études dans le cycle long, les moins doués dans le cycle court. Notez bien que les uns comme les autres, en fin de comptes, sont chômeurs. Toutes les réformes n'ont abouti à rien. Je suis grand-père ; mes petits-enfants ne savent plus quoi faire, où aller».

Giscard : «Le problème de l'éducation, j'en parle dans mon livre, c'est le problème central de toute société».



Mardi à la télévision : Monsieur Réponse à tout en pleine action.

est proposé. Alors, pour quelques instants, a brusquement surgi, au milieu de cette mascarade, la véritable voix du peuple qui souffre et qui veut se battre.

«Moi, je l'ai trouvé pas mal. Il a bien répondu à mes questions» : C'est ce qu'a déclaré un des invités de Giscard à sa sortie de l'Élysée. C'était un membre du PCF.

Plan Barre

LA POUDRE
AUX YEUX ET
LE CRAN À
LA CEINTURE

Hier, au cours du conseil des ministres, Barre a présenté un rapport sur l'état de l'application de son plan d'austérité. Naturellement, il y a eu une bonne dose d'auto-satisfaction, destinée à l'usage du public. En effet, l'indice de décembre a été suffisamment manipulé pour apparaître en hausse de 0,3 % seulement (notons quand même l'aveu que les prix alimentaires ont augmenté, officiellement, de plus du double : 0,7 %). Les mesures sur la TVA aidant, on peut supposer que les indices électoraux de janvier et de février seront bons.

Naturellement, on fera beaucoup moins de bruit sur la situation du commerce extérieur : déficit de plus de 20 milliards (nouveaux) en 76, avec des importations augmentant plus que les exportations de 11,7 %. La

stabilisation -toute provisoire- du franc sur les marchés des changes sera aussi sujet à commentaires ; elle n'effacera pas la perte de substance de 15 % subie depuis l'été 75, et qui a eu pour résultat, un élèvement relatif des coûts de production.

Surtout, on n'entendra pas parler des résultats pour la classe ouvrière des restructurations : les dernières nouvelles, avec l'annonce des 6 000 licenciements pour la sidérurgie lorraine, sont pourtant là pour les rappeler cruellement. Ce n'est pas non plus côté gouvernement qu'on reconnaîtra que, si «la fermeté» a permis jusqu'ici de bloquer les salaires, c'est essentiellement en liaison avec les grandes manœuvres des partis de l'union de la gauche, dont les représentants au sein des directions syndicales ont empêché le développement des luttes.

LES PASSAGES POLITIQUES
MARQUANTS

Interpellé sur ses positions vis-à-vis de De Gaulle, qui peuvent rappeler celles de Chirac aujourd'hui à son égard, Giscard a mis un soin particulier à se justifier :

«Avant les élections de 1967, j'étais parti du gouvernement, parce qu'on m'en avait fait partir. J'étais dans la majorité de l'époque ; on préparait une campagne électorale législative et j'indiquais que ma position était le «oui mais» (...) Je me suis prêté à la candidature unique. J'ai fait passer les exigences de l'unité avant toute autre considération personnelle. Quant au non au référendum de 1969, j'ai voté avec la majorité des Français. Dans les référendums, je suis un des cas probablement uniques, d'un homme politique qui a toujours voté avec la majorité des Français» (1) «Si un jour je fais un référendum, mon idée sera de savoir ce que les Français pensent du sujet ; ce ne sera pas de leur dire : quoi que vous pensiez du sujet, vous allez voter pour ou contre moi». (Position adoptée à l'époque par De Gaulle).

«Je n'étais pas pour une organisation régionale trop politique ; regardez les difficultés que nous avons pour la mairie de Paris, imaginez des régions politisées au suffrage universel : quel serait l'état de confusion politique dans lequel nous vivrions en permanence ?»

LE TAPAGE NOCTURNE
DE CHIRAC

«Lorsque j'ai parlé de pluralisme, j'ai parlé de pluralisme organisé. C'est comme quand on parle de liberté : ça ne consiste pas dans le tapage nocturne ou

dans le fait de rouler à gauche dans les rues, ou de vendre ses produits au-dessous du prix de revient et de démolir la concurrence. Le pluralisme doit être organisé. Ce n'est pas le droit pour toutes les familles de la majorité de faire chacune de leur côté, toutes seules, ce qu'elles ont envie de faire».

Concernant la candidature Chirac : «Il ne fallait pas que la décision soit prise et prête à être rendue publique quelques minutes après le premier entretien avec le premier ministre, il ne fallait pas ensuite refuser de voir celui-ci et il faudrait, à l'heure actuelle, rechercher partout où c'est possible encore dans Paris, des solutions d'union».

Sur ce dernier point, Chirac avait déjà répondu l'après-midi : c'était non.

GOUVERNER AVEC
MITTERRAND ?

«Les constitutions sont faites pour faire face à toutes les situations. Lorsque j'ai fait acte de candidature, je l'ai fait pour exercer ma fonction quoi qu'il arrive. La constitution de 1958 donne au président de la république des pouvoirs précis et étendus. Dans l'hypothèse d'une victoire de l'opposition, (...) le président de la république gardera ses pouvoirs ; je garderai mes pouvoirs. (...) J'accomplirai mon mandat présidentiel pour la durée où il m'a été confié. «S'il y a une majorité démocratique des Français qui fait le choix d'une certaine politique, naturellement, il sera tenu compte de la volonté démocratique des Français (...). Comment en sera-t-il tenu compte ? Cela dépendra de la manière dont cette volonté se sera exprimée».

LA TACTIQUE
CHIROQUIENNE EN
ACCUSATION

«Si le programme commun n'est pas, à l'heure actuelle, appliqué en France, c'est parce que j'ai été élu président de la république ; à l'époque, d'autres ne l'auraient pas été. (...) Si j'avais pris des positions de combat véhément, d'agression vis-à-vis d'une grande partie des Français ou de l'opposition, je n'aurais pas été élu. Et, à l'époque actuelle, il y aurait deux ans et demi que la France vivrait sous le régime du programme commun. J'ai qualité plus que quiconque, je dis bien plus que quiconque, pour dire que si le programme commun n'est pas appliqué en France, c'est en raison de l'action que j'ai conduite moi-même».

«L'attitude que je ne prendrai pas, c'est de dire aux Français : pour ne pas avoir peur de l'avenir, il faut surtout ne rien changer. Parce que, si on arrête l'évolution de la société, naturellement, on sera soutenu par un certain nombre d'intérêts, par un certain nombre d'habitudes, mais les problèmes s'accumuleront et un jour ou l'autre, la société française explosera, comme elle l'a fait dans le passé».

«Je vous préviens que si un jour les forces de la conservation étroite l'emportent en France, la société française explosera, parce qu'il y a dans notre société suffisamment d'inégalité, suffisamment d'injustice, dans notre jeunesse suffisamment de désir de changement, pour qu'on ne puisse pas s'accommoder de la simple conservation des situations telles qu'elles sont».

POLITIQUE

Sous le titre «*tout le programme commun*», le PCF engageait hier matin, dans l'Humanité, le fer contre le parti socialiste. C'est Philippe Herzog qui écrivait : «*Nous réaffirmons que, dans la situation de crise aggravée de notre pays, il faudra que la gauche, si les Français lui font confiance, aille au gouvernement pour appliquer résolument tout le programme commun*».



Après la signature du programme commun : les rapports, en ce temps, paraissaient idylliques.

PS-PC

LE PROGRAMME COMMUN EN QUESTION

Et de préciser : «*Certaines prises de position de nos partenaires provoquent quelques inquiétudes. C'est le cas notamment lorsque nous lisons que pour Gilles Martinet l'évolution de la situation économique oblige les socialistes à reconsidérer un certain nombre d'objectifs fixés en 1972 lors de la signature du programme commun, mais dont la réalisation demanderait maintenant de longues années.*

«*C'est le cas lorsque nous constatons que certains experts du parti socialiste vont dans le même sens dans les discussions communes.*

«*Il faudra mettre à jour le programme commun. Loin de l'affadir, il faut lui donner toute sa portée.*

Ainsi, à l'approche d'une éventuelle victoire électorale de la coalition de la gauche, les contradictions fondamentales entre le projet capitaliste d'État du PCF et la gestion des affaires telle que la conçoit le PS commencent à apparaître au grand jour : quoi nationaliser, comment et quand, voilà certainement, par exemple, des sujets qui doivent donner lieu à une rude bataille entre les «*experts*». C'est celle sur laquelle la tendance CERES du PS exprimait son inquiétude en écrivant :

«*Chacun remue ses experts, fait valoir leurs travaux, affirme leur précellence (...) mais on dirait que ces gens-là n'auront à se poser ensemble les mêmes questions*

à résoudre ensemble les mêmes problèmes.

Voilà le fond sur lequel se déroulent les négociations difficiles pour les élections municipales. En particulier, la situation se trouve complètement bloquée à Paris, pour la gauche aussi bien que pour la droite. Le PS demandait en effet à obtenir cinq sièges supplémentaires dans les arrondissements actuellement tenus par la gauche (soit vingt contre dix-neuf au PCF), et il demandait qu'Estier ait la tête de liste dans le 18^e, et Sarre (candidat à la mairie de Paris) dans le 11^e. Le PCF ayant refusé, le PS a reculé sur le nombre de sièges, acceptant de n'en avoir qu'un de plus. Mais le parti révisionniste est resté sur

ses positions, refusant toujours de lui accorder les deux têtes de liste dans les deux arrondissements disputés.

Fait significatif de la tension régnante : l'«*Humanité*» publie hier matin une série de résultats électoraux passés qui devraient, selon elle, garantir au PCF un certain nombre de sièges qui lui sont refusés par son partenaire dans plusieurs villes (Villeurbanne, Saint-Brieux, Hyères, Evreux et la Ciotat). Décidément, en rappelant avec malice à la télévision qu'il faut mettre à jour le programme commun, Giscard savait parfaitement que les relations de Mitterrand avec Marchais ne sont guère meilleures que les siennes avec Chirac.

LUTTES OUVRIÈRES

Les «*Lip*» «*chahutent*» la réélection d'Edgar Faure au Conseil Régional

«*LES PROMESSES ÇA SUFFIT !*»

Les «*Lip*» ont salué à leur manière la réélection «*trionphale et sans problème*» d'Edgar Faure au Conseil Régional de Franche-Comté. En effet, hier à 10 h, au moment où s'ouvrait la séance solennelle du Conseil Régional. Plus de 300 «*Lip*» arrivaient en manifestation et se massaient dans la cour de la préfecture. Là, ensuite, une délégation des «*Lip*» était reçue par Edgar Faure encore ému de sa réélection toute fraîche. Les «*Lip*»,

lassés de toute les vaines promesses sans cesse prodiguées par les représentants du pouvoir, certains aussi excédés par le cérémonial onctueux et bourgeois qui déroulait ses fastes dans l'enceinte de la préfecture, manifestaient par leur slogan offensifs leur volonté que soient enfin pris en compte le problème des 900 emplois de Palente. Dans la colère du moment, une légère poussée sur les grilles de la préfecture les fit céder

et s'écrouler, ce qui déclencha la panique du préfet et des RG qui appelèrent aussitôt des renforts policiers. Les flics arrivaient vers midi avec un certain retard sur la demande du préfet et priaient les «*Lip*» de se disperser. «*Nous reviendrons plus tôt que vous ne croyez*» scandaient alors les «*Lip*» qui, effectivement, étaient de retour à la préfecture à nouveau en début d'après-midi.

Les «*Lip*» étaient hier fort satisfaits de cette intervention déterminée qui a contribué à ressouder leurs rangs. Ils s'affirmaient plus que jamais décidés à faire échec au 900 licenciements. On va les entendre à nouveau dans les jours qui viennent puisqu'ils ont mis au point un programme d'action où ils entendent montrer avec éclat leur opposition éternelle à tout licenciement !

J.L.

Chantiers de l'Atlantique (St-Nazaire)

LA DIRECTION TENTE DE RÉDUIRE LES HEURES DE DÉLÉGATION !

On se souvient que c'est au mois de décembre 75, que les travailleurs des Chantiers de l'Atlantique, à St-Nazaire rentraient en lutte, pour s'opposer à la remise en cause par la direction de l'accord d'entreprise, accord comprenant nombre d'avantages arrachés au cours de luttes parfois difficiles, tel que le 13^e mois et des primes diverses.

Huit jours après les travailleurs reprenaient le travail sans avoir fait reculer la direction. Cet échec momentané, les éléments PC et PS à la tête des directions syndicales CGT et CFDT en portent la responsabilité, n'ayant offert aucune perspective concrète d'action.

Aujourd'hui, la direction des chantiers tente de pousser son avantage, en réprimant : ainsi à la mécanique Montoir, depuis quelques jours, un travailleur, jugé par trop combatif est suivi en permanence, à la navale, c'est un délégué qui voit pointer tous ses déplacements, plus généralement elle tente de réduire le crédit d'heures légales des délégués ! Les choses sont donc claires : il faut arrêter ces atteintes flagrantes aux libertés syndicales. Mener ce combat aujourd'hui, pour les travailleurs des Chantiers, est indispensable, elle est la condition pour préparer les futures ! Halte à la répression !

(D'après Informations APL Ouest)

LE FUEL AUGMENTE DE 11 %

Le fuel lourd doit augmenter de près de 11 % selon un «*contrat de modulation*» (!) mis au point entre la direction des prix et la profession pétrolière, qui n'est pas encore officiel.

Cette décision est jugée insuffisante par les compagnies pétrolières qui souhaitent aussi une augmentation de l'essence et du fuel domestique ! Le ministère de l'économie affirme que rien n'est arrêté pour l'instant. Mais certains négociants livraient déjà hier du fuel en hausse...

Conseil des ministres

OPTIMISME DE COMMANDE

«*La politique de redressement économique doit être poursuivie avec fermeté et détermination à partir de ses premiers résultats. Il ne s'agit pas d'obtenir une amélioration passagère, mais d'aller à la racine du mal de l'inflation.*

Voilà ce que Giscard a conclu du rapport présenté hier par Barre au conseil des ministres sur l'application de son plan d'austérité. Nous voilà prévenus : le blocage des salaires, ce n'est pas pour un mois ou deux, c'est au moins pour toute l'année, et probablement plus, que l'équipe bourgeoise entend le maintenir. La période des élections législatives étant probablement l'occasion de relâcher quelque peu la pression : ramassage de voix oblige !

Les travailleurs des entreprises publiques ont particulièrement du souci à se faire : «*Le rétablissement de*

leur équilibre constitue une des tâches essentielles du programme de redressement économique», a déclaré Barre devant ses collègues.

Cependant, au milieu de l'auto-satisfaction qui commence à être officiellement de mise à propos du plan Barre, les résultats du commerce extérieur sont venus servir de repoussoir : 20,5 milliards de déficit pour l'année écoulée. C'est dire l'efficacité dont a pu faire preuve l'actuel premier ministre, responsable de ce secteur dans le précédent gouvernement, donc jusqu'au mois d'août. Son successeur Rœsi a, naturellement, attribué ces mauvais résultats à la sécheresse et au pétrole. Officiellement, il n'a pas été question du retard industriel accumulé par notre patronat, que le plan barre vise pourtant en réalité à combler en favorisant les restructurations.

«*Les Français ont compris*» : tel a été le leitmotiv de Barre au cours de l'interview qu'il a donnée hier à la radio, après le conseil. Une fois de plus, il a répété ses habituelles déclarations sur la hausse du prix de l'énergie, et ses menaces «*d'amputation du pouvoir d'achat*» en cas d'échec de son plan, au lieu de sa prétendue «*stabilisation*» actuelle. Un journaliste ayant fait remarquer que les directions syndicales mettaient le frein sur les luttes en prévision des élections municipales, et qu'une explosion était susceptible de se produire si la situation devait se prolonger, il s'est contenté d'affirmer : «*On ne cesse de m'annoncer des obstacles. J'attends qu'ils se présentent. Un certain nombre ont été surmontés.*» En somme, mis à part enfoncer le clou, cela ne servait à rien qu'il parle pendant trois quarts d'heures.

PCF : «*laminés*» et pas contents

Au cours d'une conférence de presse, Paul Laurent, dirigeant du PCF, a précisé hier à propos de la situation de la gauche à Paris : «*Elle est en un certain sens classique, puisqu'il y a pas mal de villes assez importantes où les négociations n'ont pas abouti dans le sens de l'application loyale et stricte de l'accord national, pour la raison, tout simplement, du fait que nos partenaires socialistes veulent avoir sur les listes d'union, une place qui est sans rapport avec la situation électorale et le verdict du suffrage universel. Je ne crois pas qu'il y ait de mise en cause personnelle de tel ou tel communiste. Mais on aboutit au même résultat, puisqu'on défend l'idée que pour répondre aux intérêts de la population, il faut laminier artificiellement les positions du parti communiste.*

● PAS SÉRIEUX : «*On ne peut être maire de Paris, chef de parti politique et député : ce n'est pas sérieux*», a déclaré d'Ornano à propos de Chirac. Et de rajouter, à propos du programme de ce dernier : «*J'ai publié il y a quelques jours un livre qui s'appelle «une certaine idée de Paris». Je retrouve beaucoup de choses de ce livre dans le programme de monsieur Chirac, je vais peut-être lui demander des droits d'auteur. C'est la décrispation, paraît-il, depuis ce week-end !*

La semaine d'actions «coordonnées» dans le secteur Public et nationalisé est close :

ET MAINTENANT ?

La maraton a pris fin hier. Ouverte par les cheminots, il y a une semaine, et close par les gaziers mardi dernier, la semaine d'actions «coordonnées» dans les secteurs public et nationalisé aura mis tour à tour en mouvement les enseignants, les postiers, les hospitaliers, les mineurs, les travailleurs des Arsenaux, etc. dans des grèves de débrayages successifs de 24 H... C'est maintenant l'heure des comptes et du bilan d'ensemble de cette semaine écoulée. Un bilan que tireront différemment les travailleurs qui y ont massivement participé, ou les directions des Fédérations syndicales (CGT, CFDT, FO, FEN, et de temps à autres CGC et CFTC...) qui prétendaient faire de ces grèves à répétition un tir de barrage contre le blocage des négociations salariales et les «recommandations» de Barre de négocier à la baisse la reconduction des contrats 77 pour les fonctionnaires et assimilés.

Concernant les prolongements immédiats possibles à cette semaine revendicative, les directions fédérales qui vont maintenant tenir des réunions communes de bilan ont «promis» quasi unanimement qu'on n'entendrait plus parler d'elles (sauf pour la RATP mercredi prochain...) d'ici les prochains rendez-vous avec les patrons des différents secteurs d'État... dans une quinzaine de jours !

Pourtant, la manière dont viennent de se dérouler ces mouvements de grève successifs, soigneusement cloisonnés et parcellisés par les directions syndicales, ainsi que la débauche de commentaires enflammés auxquels ils ont donné lieu dans la presse révisionniste ne sont pas sans poser quel-

ques questions sur la tactique de ces directions syndicales et sur le débouché à ces luttes que sont en droit d'espérer les travailleurs.

Ce que démontre à l'évidence le mouvement revendicatif dans les secteurs public et nationalisé cette semaine, c'est l'incontestable potentiel de combativité chez les travailleurs qui ont fait la preuve de leur opposition résolue à «l'entreprise de redressement économique» commandée par Barre et dont ils ont parfaitement conscience qu'elle va se faire durement aux dépens de leur pouvoir d'achat et de leurs conditions de vie et de travail. Quatre mois après l'imposante démonstration de force du 7, c'est là une confirmation de plus que les

travailleurs n'entendent pas laisser faire le laminage continu de leurs salaires ou de leur emploi.

Néanmoins, à quoi rime la surenchère des discours révisionnistes (ne trouvant plus de mots pour qualifier la «puissance exceptionnelle», le «caractère de masse jamais vu» de ces journées d'action), tout prêts de tirer un trait d'égalité entre ces mouvements sectoriels juxtaposés et... la journée du 7 octobre, justement ? Les excès de rhétorique n'auraient-ils pas d'autre utilité en fait que de dissimuler la vide des perspectives immédiates ?

Car, du propre aveu des cheminots comme des mineurs ou des gaziers, l'espoir leur apparaissait bien mince que ces journées de grève ne fassent réellement reculer l'État-patron...

Aussi, à l'heure des comptes et du bilan, maintenant que les «troupes» sont rentrées, c'est bien le procès de cette tactique de fractionnement et de morcellement de la riposte au plan Barre qu'il faut ouvrir et développer à tous les niveaux, afin de mettre à nu les options politiques du «programme commun» des partis de gauche qui président à cette riposte «en

tranches». Les directions syndicales ont trop souvent répété sur tous les tons, ces derniers jours, qu'il «fallait se montrer soucieux et respectueux du choix électoral des Français» pour que les travailleurs n'aient pas la conviction que ces «soucis et ce respect» ont commandé délibérément le choix des moyens pour cette «riposte» éparpillée...

Les cheminots, les mineurs et nombre de travailleurs de la Fonction Publique qui étaient dans la rue cette semaine et qui affirmaient ne pas vouloir s'accommoder d'un quelconque répit dans la lutte contre le plan Barre vont donc devoir s'attacher aujourd'hui à clarifier les obstacles que représentent les projets réformistes et révisionnistes et les hypothèques électoralistes de ces partis qui entravent la réponse d'ensemble à la politique d'austérité dans la Fonction Publique. A cette condition, maintenant qu'est largement étalée la faille de la politique contractuelle et la réalité de l'intransigeance gouvernementale, le vœu de ces travailleurs d'une large offensive effectivement coordonnée dans les semaines à venir pourra se concrétiser.

Julien LEBLOND

A LA VEILLE DES MUNICIPALES

CONSEIL NATIONAL CFDT un poids accru du réformisme !

Le dernier Conseil National CFDT vient de bien mal ouvrir l'année pour la Confédération. Tenu sur deux thèmes essentiels (action revendicative, démocratie syndicale), à la veille des municipales, il aurait pu revêtir une importance comparable au Conseil d'octobre 76 de bilan du 37^e Congrès d'Annecy. Mais il n'a été en rien une ouverture sur l'action : c'est le Conseil du verrouillage et de l'attentisme !

Démarré sur un rapport terne de la Commission Exécutive (présenté par Albert Mercier), le Conseil CFDT avait entre les mains un projet de résolution d'orientation qui ratifiait une situation de blocage des luttes et présentait le durcissement de la bourgeoisie face aux revendications comme «une véritable provocation». Le Conseil a intégré en outre un amendement de la Fédération des Cheminots qualifiant «les attaques gouvernementales contre les entreprises nationalisées» (allusion à Dura-four, Fourcade), comme «une manœuvre tendant, à la veille d'échéances électorales, à discréditer les nationalisations». On voit là les gens de l'union de la gauche, inquiets pour leurs projets, s'affoler à la pensée que leur cheval de bataille des nationalisations pourrait pâtir juste au moment où il leur est nécessaire de l'agiter bien fort.

D'ailleurs tout le CN a été marqué par les échéances électorales : reprise du débat sur l'incompatibilité des mandats syndicaux et électifs (qui sera tranchée jusqu'au niveau des sections d'entreprises), soutien à la

gauche pondéré du retus de «se lier à un programme de gouvernement»...

La direction confédérale et sa majorité ont mis un verrou sur toutes les propositions allant dans le sens du développement des luttes ou de la précision des aspirations des travailleurs. Significative de l'orientation actuelle de la direction social-démocrate de la CFDT, fut l'une des rares intégrations d'amendements :

«La CFDT entend poursuivre la mobilisation des travailleurs pour que la victoire électorale de la gauche se traduise par l'engagement de réformes de structures indispensables, dans le cadre d'une planification démocratique, pour rompre avec la logique capitaliste et engager un processus continu d'appropriation du pouvoir par les travailleurs et le peuple».

Ce texte où sont escamotés la prise du pouvoir, la nature de classe de ce pouvoir, le rôle de l'État... au nom d'un processus de réformes de structures fumées, émane de la région Rhône-Alpes (du courant «contribution»), où le CERES est très présent.

Cette formulation, claire-

ment réformiste, comme son acceptation par la majorité confédérale, témoigne d'une démarche de rapprochement des partisans de P.Héritier (Rhône-Alpes) et M. Le Beller (PTT) avec la direction actuelle de Maire.

Tous les amendements soumis aux votes ont par contre été refusés (les plus forts scores n'allant pas au-delà de 45%). La majorité a ressoudé ses rangs et bénéficié souvent de l'apport de forces influencées par le CERES. La proximité des municipales, là encore, a joué : HACUITEX (qui réclamait notamment le SMIC à 2.300 F), la Fédération de l'Équipement (pour la globalisation de l'action, une «riposte commune massive et unitaire de l'ensemble des travailleurs», la région Bretagne (pour le «soutien syndical aux conflits de longue durée sur l'emploi»), les Finances (pour «le contrôle, la maîtrise et la transformation de l'appareil d'État» par les travailleurs)... n'ont pas été suivis. Et l'amendement de Provence-Côte d'Azur (qui «s'inquiète de l'attitude essentiellement électoraliste des principaux partis politiques de gauche» a été l'occasion pour les réformistes qui le refusaient de marquer clairement qu'ils attendaient la victoire de la gauche (et plus précisément gauche (et plus précisément du PS).

Sur la démocratie syndicale, le débat n'a pas vraiment eu lieu. Répartis en trois commissions (présidées par R.Decaillon, J.Moreau, H.Lesire-Ogrel), les conseillers ont vu leurs discussions le plus souvent ravalées à un constat, limité, des carences des unions locales, de la formation... autant de prétextes ensuite pour dénoncer «l'entrisme de l'extrême-gauche» et le «basisme» qui demandaient la «revalorisation du rôle de l'adhérent» et dénonçaient le fait que «les structures tournent à vide parfois» n'ont eu pour toute réponse que les récriminations de la direction confédérale sur «la dévalorisation du rôle des structures (la déstructuration)» et un regret que la formation autogestionnaire ne passe pas «à cause de problème de langage». Sans doute est-ce à cause de la coupure que crée la part extrêmement importante que prennent les maîtrises et cadres dans les structures (comme chez les cheminots, par exemple) ?

En fin de compte, le Conseil s'est achevé sans synthèse des débats (alors que l'Union Régionale Aquitaine a refusé toute explication sur l'affaire de l'UD Gironde) ni réponse de la Confédération sur l'escamotage des critiques des réunions de fédérations et régions (sur la démocratie syndicale de décembre 76) dans «Nouvelles CFDT»... Un Conseil bloqué !

Stéphane RAYNAL

SIDÉRURGIE LORRAINE

Le plan détaillé des patrons

Nous rendons public le procès-verbal d'une réunion des organisations syndicales avec la direction de Sacilor-Sollac le 14 janvier 77 où celle-ci annonça d'entrée avec un cynisme froid et méthodique les effectifs qu'elle entendait mettre à la porte dans les trois ans à venir et les méthodes qu'elle comptait employer. Nos lecteurs jugeront.

LES EFFECTIFS SACILOR-SOLLAC (sans les mines de fer)

- Au 1 ^{er} juin 1976 :	44 600
- Au printemps 1979 :	35 400
soit :	- 9 200

Quoiqu'il arrive, quelles que soient les méthodes, ces 35 400 sont impératifs.

TABLEAU DES PRÉVISIONS

SECTEURS	Effectifs 1/6/76	Réduction	Effectifs print.	% de diminution 79
PRODUITS PLATS (SOLLAC)	11 600	1 600	10 000	14 %
PRODUITS LONGS (SACILOR)	21 000	5 000	16 000	24 %
ADMINISTRATIFS	3 100	900	2 200	29 %
INFORMATIQUE, GESTION, STOCKS, RECHERCHE	3 500	700	2 800	20 %
INSTALLATIONS GÉNÉRALES COMMUNES	5 400	1 000	4 400	18,50 %
	44 600	9 200	35 400	20 %

Dans les services d'entretien et de fabrication, les excédents d'effectifs se trouvent surtout dans les hautes catégories.

COMMENT LA DIRECTION PRÉPARE LES DÉPARTS

Jusqu'au printemps 79 — Prévisions de 500 départs naturels non compensés.

Départs et retraite anticipée : La direction nous donne les effectifs nés en 1929 et avant.

1917	408	1924	1 200
1918	475	1925	1 230
1919	490	1926	1 300
1920	950	1927	1 300
1921	1 000	1928	1 330
1922	980	1929	1 350
1923	1 050	Total	13 500

Départs par l'âge :

supposition	Effectifs par année			
	1977	1978	1979	
si départ à 60 ans	408	475	590	1473
58 ans	1420	910	970	3300
56 ans 8 mois	2650	1000	1000	4660

Départs par handicapés :

2 critère : a) les handicapés du fait du travail en poste b) les handicapés 2 et 3

Le personnel en feux continus et en M3 représente 60% des effectifs actuels.
Le personnel ayant :
soit 5 ans de feux continus 56 heures
soit 15 ans de feux continus
soit 20 ans de M3
et entre 50 ans et 56 ans 8 mois
cela représente 3610 personnes
et entre 53 ans et 56 ans 8 mois
cela représente 1800 personnes

Les handicapés 2 et 3 :

Ceux non compris dans les départs par l'âge ou leur ancienneté en poste représentent entre 50 ans et 56 ans et 8 mois : 800 personnes

Les horaires de travail :

Les installations anciennes qui sont appelées à tourner seront ramenées après étude et annonce du coup par coup dans les C.E., de continu 40 H et discontinu 43 H en 3 postes.

Application de l'accord mutations signé par la CGT-CFDT et CGT-FO soit perte totale de la composition au bout de 18 mois.

Les invalides

Certains peuvent demander leur mise en invalidité avec 50% du plafond de Sécurité Sociale.

Comme cette indemnité est trop faible, la direction lance l'idée d'une assurance invalidité à l'URPPIMMEC où les valides apporteraient leur solidarité pour une meilleure indemnisation de l'invalidité.

Âge de la retraite

Pas du ressort de Sacilor-Sollac, mais de la profession.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

5^e suicide dans l'enseignement en 5 mois

Une jeune institutrice remplaçante s'est suicidée le 27 janvier. Elle enseignait dans une section d'éducation spécialisée (SES) du C.E.S Victor Hugo d'Aulnay-sous-Bois. C'est le cinquième suicide d'enseignants depuis le début de l'année scolaire : on se rappelle Renée Boudouresque, maîtresse auxiliaire au chômage ; dans les autres cas il s'agissait à chaque fois d'enseignants de classes pratiques. Dans ces classes dites aussi «classes-poubelles» sont parqués les enfants des travailleurs, rejetés par le système d'enseignement et qui attendent à l'âge d'être chômeurs. Classes «difficiles» pour lesquelles sont désignés d'office de jeunes enseignants sans la moindre préparation. Et à chaque suicide, les services rectoraux trouvent la même «explication» : l'enseignante «souffrait de troubles dépressifs»...

Mesures disciplinaires contre un juge d'instruction

C'est une offensive en règle qui est déclenchée en ce moment contre les magistrats, membres du Syndicat de la Magistrature, qui rendent une justice non conforme aux souhaits du pouvoir.

Après le juge Coujard, dessaisi du dossier des ouvriers du Parisien Libéré parce qu'il avait refusé d'assimiler à un vol l'interception d'une fourgonnette transportant le torchon de feu Amaury, c'est au tour de Mlle Claude Joly, juge d'instruction à Douai : elle doit être traduite devant le Conseil Supérieur de la Magistrature. Selon Michel Marcus, secrétaire général adjoint du Syndicat de la Magistrature, elle est accusée «d'avoir accordé des délais pour les expulsions, refusé des créances à des sociétés de crédit et diminué le montant des frais d'huissier».

Quand la bourgeoisie multiplie les saisies et les expulsions contre les travailleurs, elle ne veut voir sous les robes des magistrats que des échines pliées.

Un diplomate français massacre sa famille

Les diplomates aussi sont parfois au chômage. L'inaction leur pèse, la baisse de leur train de vie aussi.

Par une promotion exceptionnelle, G. Amanrich avait été nommé en 1974, ambassadeur de France auprès du Saint-Siège ; mais depuis six mois, une disgrâce l'avait mis au rang de ministre plénipotentiaire de 1^{re} classe sans affectation. Cela permet tout de même de gagner plus que le SMIC : 1 million par mois exactement. Mais, comme il le disait lui-même : «ma femme avait 15 domestiques, maintenant, elle fait la cuisine». Il y avait de quoi être amer pour cet ancien condisciple à l'ENA de Jobert et Poniatowski. Tombé de haut, sans avenir au sein de sa propre classe, ce grand bourgeois a craqué, voyant l'échec de la seule vie qu'il pouvait concevoir. Dans son appartement du 16^e arrondissement à Paris, il a tué à coups de révolver sa femme et ses deux enfants. Sa belle-mère a échappé au massacre, parce qu'il n'avait plus de balles. Il a déclaré avoir voulu se suicider ensuite mais n'en avoir pas eu le courage.

Cet homme «si bien, si raffiné», risque en principe la peine de mort. Comme Jérôme Carrein. Le verdict sera-t-il le même ?

Communiqué

Meeting de dénonciation de la répression qui s'abat sur les étrangers, les organisations politiques, démocratiques et anti-impérialistes étrangères en France, et tout particulièrement les étudiants qui sont une partie prenante de la lutte libératrice des peuples.

Le meeting aura lieu le jeudi 3 février 1977 à 20 h, dans le hall central de la Maison d'Italie.

Maison d'Italie, 14 Bd Jourdain. PARIS 75014

Cité Internationale Universitaire de Paris

- AELACF (Association des étudiants latino-américains et des Caraïbes en France)

- FEANF (Fédération des Étudiants d'Afrique noire en France).

- EFL (Érythréens pour la Libération en France)

- GUPS (Union des étudiants palestiniens en France).

- UEFF (Union des étudiants éthiopiens en France).

- UEIF (Union des étudiants iraniens en France).

Réseau SNCF Paris-Sud-Ouest

6 OUVRIERS TUES EN 2 MOIS

Sur le réseau Sud Ouest, les trains à grande vitesse roulent tout près des voies en travaux. Et la vie des travailleurs dépend souvent du seul signal sonore d'un protecteur unique, restant jusqu'à huit heures durant à scruter l'horizon. Le 1^{er} décembre un ouvrier se tue en tombant d'une caténaire à Rungis. L'entreprise privée, qui l'employait lui faisait faire ce travail sur une échelle posée sur un chariot mobile sur les rails ! Pourtant, non loin de là, à Juvisy, la SNCF possède un matériel tout neuf pour le remplacement des caténaires...

Le 1^{er} décembre, un ouvrier d'une entreprise privée est écrasé par un train sur une ligne à grande vitesse. Le cheminot qui faisait le guet n'avait reçu que trois jours de formations ; il a été lui-même blessé.

Le lendemain, près de Montereau, un ouvrier en train de meuler un rail n'entend pas le signal. Il est tué.

Quelques jours après, un cheminot qui répare une voie où les machines roulent à 120 km/h glisse et est assommé. Un train arrive. Il est écrasé. Dans la nuit du 13 au 14 décembre, près d'Orly, trois cheminots travaillent sur un chantier sans signalisation, sans protec-

teur. Un train arrive : 2 morts. Le 13 janvier, un train de marchandises venant de Limoges et se dirigeant vers Châteauroux, déraile tout près de la gare de Forgeville : il manquait tout simplement un rail ! Il n'est pas rare que les rails soient remplacés sans que la circulation soit interrompue !

Le 21 janvier, un ouvrier électricien reçoit une décharge de 1 500 volts alors qu'il travaillait sur une ligne à haute tension à l'atelier

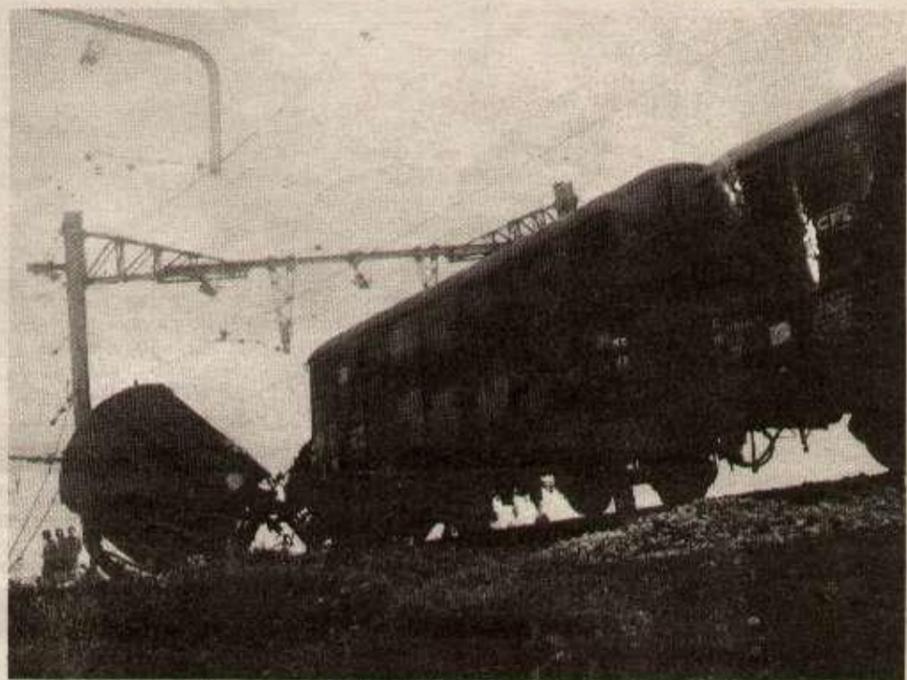
Massena à Paris (13^e). Le courant n'avait même pas été coupé pendant les travaux ! Projeté de six mètres de hauteur, l'ouvrier est mort sur le coup !

C'est la politique de rentabilisation des transports qui est responsable de tous ces assassinats. Les travaux les plus pénibles et les plus dangereux sont confiés à des entreprises extérieures qui ne respectent pas les règles de sécurité.

Les effectifs sont de plus en plus réduits et Fourcade est décidé à aller encore plus loin dans ce sens. Les visites du matériel et des voies sont souvent reportés, les réparations remises à plus tard faute de main d'œuvre.

C'est cette politique, aggravée par le plan Barre, qui assassine les cheminots ! C'est contre elle qu'il faut lutter

P.P.



Le résultat de la politique de rentabilisation des transports.

Conférence internationale sur l'énergie solaire

ESPOIRS ET RIVALITÉS

La Conférence Internationale sur l'énergie solaire qui s'est tenue la semaine dernière à Nice s'est conclue sur un important différend entre la France et l'Italie.

C'est l'intervention finale de Michel d'Ornano, annonçant la création d'un secrétariat permanent sur l'énergie solaire dirigé par Jean-Claude Coli, délégué aux Énergies Nouvelles qui a provoqué la fureur du représentant italien. Le ministre italien de l'industrie a qualifié «de constitution unilatérale» la création du secrétariat. Il a affirmé qu'il s'agissait «bien moins d'une ouverture en vue d'une collaboration internationale que d'une opération commerciale que l'on pouvait même qualifier de néo-colonialiste par ses tendances». Ce faisant, l'Italie, rivale de la France, tentait de s'appuyer sur les pays du Tiers-Monde présents, dont l'Algérie.

La Conférence a permis d'énumérer une liste impressionnante de réalisations et de projets sur ce thème. L'Algérie a annoncé la création en collaboration avec la France, de villages agraires dont la climatisation et l'alimentation en énergie seront assurés par le soleil. Tous les pays méditerranéens n'ont pas le même type de besoin ; la Grèce et la Turquie sont intéressées par la production d'eau chaude et le chauffage de l'habitat, procédé qu'entend développer la France. Par contre le Koweït et l'Arabie Saoudite recherchent une production d'électricité, pour pouvoir désaler l'eau de la mer. Or la France entend, dans un premier temps, limiter ses investissements de recherche à la production d'eau chaude...

Espoirs et rivalités : c'est sous ce double signe que naît l'ère industrielle de l'énergie solaire.

Après le verdict de Douai

LA PEINE DE MORT À NOUVEAU EN QUESTION

Pour la seconde fois en moins d'un an, Jérôme Carrein a été condamné à la peine de mort, pour le viol et l'assassinat d'une petite fille de 10 ans. Le jury de la cour d'Assises de Douai a confirmé la décision de celui de St-Omer cassé pour vice de forme.

Venant 11 jours après le verdict de Troyes accordant les circonstances atténuantes à Patrick Henry, et après celui d'Aix-en-Provence faisant de même avec Jean Giordanengo, cette condamnation a de quoi surprendre. Ancien ouvrier du bâtiment, devenu une sorte de vagabond tuberculeux et alcoolique, Jérôme Carrein n'avait rien du froid calculateur tant pour de l'argent, pour vivre la vie facile des riches. Mais peut-être que loin de constituer des circonstances atténuantes, sa situation d'«épave» de notre société le désignait-elle au contraire comme un facile bouc émissaire. L'avocat général n'a pas hésité à dire : *il faut des rituels pour apaiser*

les dieux, ceux de l'antiquité comme celui d'aujourd'hui».

La série de verdicts apparemment incohérents prononcés ces jours-ci ne dépend pas seulement de la personnalité des accusés et secondairement de l'éloquence des avocats. Elle reflète aussi la position ambiguë du gouvernement sur la peine de mort. Giscard en était la preuve avant-hier soir au «dossier de l'écran» expliquant d'un côté : «une majorité semble être pour le maintien», et insinuant de l'autre qu'un projet était à l'étude pour créer une véritable prison à perpétuité qui aurait la même fonction que l'actuelle peine de mort. Dans une période d'élections municipales et bientôt législatives, il est particulièrement délicat de prendre une position qui heurterait de front une partie importante de l'électorat. En ce domaine comme en d'autres, Giscard navigue à vue, en essayant de ménager la chèvre et le chou.

C. Ancher

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE ALLEMANDE : UN AVOCAT ATTAQUÉ

Le parquet fédéral a ouvert une enquête contre maître Ruppert Von Plottnitz, avocat d'Andreas Baader. Il lui reproche d'avoir fourni au groupe d'extrême gauche Baader Meinhoff la possibilité de poursuivre ses activités criminelles. Ces accusations sont le fruit des textes destinés à empêcher toute défense efficace des accusés politiques.

ITALIE : BLOCAGE DES SALAIRES

A la suite de l'accord passé dernièrement entre les directions syndicales et le gouvernement d'Andreotti, la hausse du «coût du travail» sera limitée à moins de 1% cette année pour les employés des services publics, ceux des banques privées et d'Etat, les travailleurs de la chimie. Cette mesure de blocage des salaires frappe environ un million de salariés.

Espagne

LA POLITIQUE DE SUAREZ REMOUS À DROITE ET DANS L'OPPOSITION

La vague d'arrestations de militants d'extrême-gauche a continué lundi avec la détention de 50 militants de la FA (anarchistes) à Barcelone, alors qu'ils s'apprétaient à se réunir dans un bar.

Un certain nombre des militants arrêtés durant le week-end ont été libérés mais la plus grande partie - surtout dans les villes de province - ont été transférés en prison.

Dans le même temps une véritable campagne pour leur libération s'est développée. Les organisations révolutionnaires multiplient les meetings, les assemblées d'explication. De nombreuses associations de voisins, partis politiques, ont publié des communiqués de protestation.

Le PCE, qui pourtant avait cautionné avec les autres partis «d'opposition» l'état d'exception de fait proteste lui aussi contre ces arrestations et souligne que les terroristes sont une minorité qui n'ont rien à voir avec les «arrestations de militants de Partis de gauche dissimulant les véritables responsables des assassinats» précise-t-il.

Plusieurs autres dirigeants de l'opposition démocratique dont l'avocat Ruiz Gi-

menez, leader démocrate chrétien ont promis d'intervenir en faveur des militants emprisonnés.

L'opposition catalane, dont une grande partie n'avait pas hésité dès les événements de la semaine dernière à dénoncer clairement la responsabilité du gouvernement a pris aussi nettement position dans un communiqué de l'assemblée de Catalogne publié mardi matin.

Le conseil des ministres réuni mardi n'a donné aucune indication concernant les arrestations ni les enquêtes en cours. Dans la mesure où il doit s'opposer aux membres terroristes, il se heurte à l'évidence à une très forte résistance de la part de la police et de secteurs de l'armée qui soutiennent les activistes des groupes d'extrême droite, dont un certain nombre sont même organisés dans la police elle-même. De plus, tous les chefs militaires ultras encore en fonction après les récents remaniements, se sont manifestés récemment. Il est vrai qu'ils ne détiennent plus actuellement que des commandements de 2^e importance. Ces contradictions ont éclaté au grand jour lors de l'enterrement des trois

policiers qui a eu lieu samedi et au cours duquel le gouvernement a été hué par des militaires et des policiers. A la suite de cet incident, un officier de marine qui s'était opposé au général Gutierrez Melado, vice-président du gouvernement, a été mis aux arrêts de rigueur.

Est-ce pour masquer ces divergences ou pour rappeler l'autorité royale sur les forces armées que mardi matin, tous les journaux de Madrid présentaient une photo de Juan Carlos en tenue de campagne et inspectant une unité à l'exercice ?

F.FERRER

ANGLETERRE : LICENCIEMENT A LA BRITISH AIRCRAFT CORPORATION

Corporation, firme constructrice de Concorde, a annoncé le licenciement de plus de 1 500 ouvriers d'ici à la fin de l'année.

Proche Orient

Le secrétaire général de l'ONU au proche orient

Le secrétaire général de l'ONU s'est rendu au Proche-Orient dans le but de permettre l'ouverture rapide de la conférence de Genève. Faute de cela, a-t-il déclaré, «le danger d'une nouvelle confrontation militaire serait très réel».

Son voyage au Proche-Orient se déroule quand Israël prétend étendre son contrôle, avec l'appui des USA sur le Sud-Liban. Les prétentions israéliennes sont matérialisées par des combats incessants au Sud-Liban, l'artillerie israélienne bombarde encore les villages du Sud au début de la semaine tandis que l'ambassadeur US déposait un ultimatum auprès du président libanais.

EGYPTE : REMANIEMENT GOUVERNEMENTAL

A la suite des manifestations de masse - qui ont été sauvagement réprimées - des 18 et 19 janvier, les ministres de l'intérieur et de l'information, jugés trop «faibles» par Sadate, ont été limogés. C'est le 1^{er} ministre Mahmoud Salem qui cumulera désormais les fonctions de ministre de l'intérieur. Quant à l'information, elle sera dirigée par le président du syndicat de la presse.

PALESTINE OCCUPÉE : EXPROPRIATION A JÉRUSALEM

Un programme d'expropriation a été mis en œuvre par les autorités sionistes à Jérusalem. Il vise à déloger 45 familles palestiniennes et de fermer une centaine de magasins appartenant à des Palestiniens. Sur ces terrains, les sionistes veulent construire des quartiers juifs.

Les organisations féminines en Jordanie ont lancé un appel en faveur de la libération des prisonniers palestiniens dans les geôles sionistes, qui sont à leur 2^e mois de grève de la faim.

MANIFESTATIONS ET OPÉRATIONS ARMÉES EN PALESTINE OCCUPÉE

A Naplouse des manifestations ont été brutalement réprimées ; les manifestants exigeaient la libération des manifestants arrêtés depuis deux mois, soutenaient les prisonniers d'Ashkelon en grève de la faim depuis plus d'un mois.

Le bureau du gouverneur militaire de Naplouse a été l'objet d'un attentat à la bombe, un camion militaire a été détruit par une grenade et les lignes téléphoniques ont été sabotées. Comme toujours les occupants ont lancé des représailles massives en arrêtant quatre vingt deux personnes.

G.C

USA

CARTER MET EN PLACE SA POLITIQUE MONDIALE

Walter Mondale est rentré mardi soir aux USA, après s'être entretenu, à Tokyo, avec Takeo Fukuda, premier ministre japonais. Au cours de ces entretiens, le vice-président US est revenu sur la position américaine en ce qui concerne la Corée du Sud, affirmant notamment que l'administration Carter aurait l'intention de promouvoir un plan pour retirer ses troupes, mais cela seulement après des «consultations approfondies» avec le Japon et la Corée du Sud.

Les 42 000 soldats américains, dont Carter avait laissé prévoir le retrait rapide au cours de sa campagne électorale, ne sont donc pas prêts, dans l'immédiat à «tourner le dos à l'Asie».

EN ASIE : LES TROUPES

«Nous devons rester une puissance du Pacifique», a déclaré Mondale, notre alliance avec le Japon demeure la cheville ouvrière de notre politique dans cette vaste et importante partie du monde. Nous préserverons un équilibre souple sur le plan militaire dans le Pacifique et continuerons à maintenir des intérêts dans le Sud-Est asiatique. «Nous nous en tenons fermement à nos engagements et nous avons l'intention d'opérer le retrait de nos troupes de Corée d'une façon qui ne compromette pas la sécurité dans cette région», a-t-il ajouté, marquant ainsi la volonté du régime US de continuer à soutenir le régime fantoche de Séoul, pour préserver sa capacité d'intervention dans le Pacifique.

De retour aux USA,

Mondale a déclaré à Carter qu'il y avait «un esprit d'optimisme parmi nos amis, inspiré par votre présidence». Il s'est déclaré très satisfait de son voyage, dont chaque objectif a selon lui été atteint : Mondale a fait admettre à Fukuda la nécessité de réduire le commerce bilatéral entre les USA et le Japon au profit des échanges multilatéraux, et confirmé sa volonté de faire pression sur l'Europe en soulignant la nécessité pour les «trois principales locomotives de l'économie mondiale, la RFA, les USA et le Japon», de coordonner leurs plans de redressement économique.

EN EUROPE : LE DIKTAT

Mais c'est surtout dans le domaine du nucléaire que le voyage de Mondale marque un succès de l'impérialisme US : en effet, ni la France, ni l'Allemagne n'ont résisté aux pressions exercées sur elles pour qu'elles renoncent aux ventes de centrales qu'elles prévoyaient respectivement au Brésil et au Pakistan ; Giscard a promis

de pousser plus avant les conversations sur la non prolifération, quant à Schmidt, il vient de confirmer que le gouvernement de la RFA était prêt à ajouter des clauses au traité de non prolifération, concernant l'usage pacifique du nucléaire, reconnaissant ainsi avoir obtenu à la volonté des USA. Seuls le Pakistan et le Brésil ont refusé de s'incliner, le Brésil vient de repousser la demande US de dénoncer son accord d'achat de centrale à la RFA.

PANAMA : NÉGOCIATIONS

De son côté, Cyrus Vance poursuit des discussions avec le ministre des affaires étrangères de Panama, discussions qui devraient se préciser lors d'une rencontre à Panama, le 10 février. Selon les autorités de Panama, les USA seraient prêts à restituer le canal en 20 ans, mais voudraient maintenir des bases militaires dans la zone pendant 40 ans. Mais alors que Boyd, ministre des affaires étrangères, déclarait que les USA étaient prêts à reconnaître la souveraineté de Panama après la signature de l'accord, il s'est vu interrompre par Vance qui a renvoyé toutes ces questions aux négociations à venir, ce qui montre que la question est loin d'être réglée et que les USA ne sont pas prêts à se retirer de cette région.

Par ailleurs, les USA viennent d'envoyer un représentant en Afrique Australe et Cyrus Vance qui s'apprete à partir pour le Moyen Orient, sera en mars à Moscou.

En bref... En bref... En bref...

Procès de Casablanca

LE RÉQUISITOIRE EST PRONONCÉ DEVANT UN BOX DES ACCUSÉS VIDE

Le substitut général devait terminer son réquisitoire mercredi soir. La séance de lundi ne s'était pas tenue, la séance de mardi a été une violente attaque contre les organisations dont font partie les accusés, notamment parce qu'elles se sont prononcées pour l'auto-détermination du Sahara Occidental. Le réquisitoire a violemment attaqué Abraham Serfaty, membre de la direction d'Illa Amam, le substitut le tient pour le théoricien des orientations choisies par son organisation dont il définit la stratégie ainsi : «La libération des masses du joug de l'impérialisme passe par la destruction du régime, laquelle nécessite une forma-

tion de cadres militaires responsables pour la lutte armée». A ce titre, les inculpés risquent tous la réclusion à perpétuité sous l'accusation d'attentat et de complot contre le régime.

Le Président du tribunal avait rejeté la requête de la défense demandant que les accusés absents de leur procès depuis la semaine dernière puissent suivre leur réquisitoire. Ainsi, les accusations sont jetées contre des accusés, alors que ceux-ci sont enfermés dans la cave, les sous-sols du tribunal. C'est la dernière étape d'un procès où les plus violentes tentatives pour briser les accusés ont échoué devant leur détermination.

SIERRA-LEONE : PROCLAMATION DE L'ÉTAT D'URGENCE : L'Etat d'urgence et le couvre-feu ont été proclamés en Sierra-Léone, à la suite d'affrontements qui ont opposé des manifestants pro-gouvernementaux et des étudiants qui exigeaient le départ du gouvernement. Ceux-ci avaient accueilli dimanche, Siaka Stevens, président de la Sierra-Léone, par les cris de «démission» et «des réformes économiques». Le parti du Congrès du Peuple Unifié, parti de Stevens, a alors organisé des contre-manifestations, sur les mots d'ordre «supprimons toute aide à l'Université, qui se sont heurtées aux étudiants. Il y a eu plusieurs blessés».

INTERNATIONAL

MOZAMBIQUE

LE TROISIÈME CONGRÈS
DU FRELIMO S'OUVRE À
MAPUTO

Judi s'ouvre le 3^e Congrès du FRELIMO, le Front de Libération du Mozambique à Maputo, la capitale du Mozambique Libéré. C'est le premier congrès depuis la victoire. Le 15 juin 1975, l'indépendance était proclamée, au terme de 12 années de lutte armée contre le colonialisme portugais.

S'étendant le long de la côte Est de l'Afrique Australe, le Mozambique est un pays riche. Sa Libération ébranlait profondément le système de domination coloniale mis en place pour les colonialistes portugais et les régimes racistes d'Afrique du Sud et de Rhodésie. Le Sud de l'Angola, la Namibie, l'Afrique du Sud, la Rhodésie et le Mozambique voyaient leurs économies de plus en plus intégrées. Les grands projets tels que le barrage de Cumené en Angola, le barrage de Cabora Bassa au Mozambique contribuaient ainsi à renforcer l'indépendance, des productions industrielles étaient harmonisées d'un pays à l'autre. Les voies de communication étaient étroitement orientées dans ce but. Le port mozambicain de Beita dépendait du trafic de la Rhodésie, qui utilisait la principale voie ferrée du pays. Ainsi, en se libérant, le Mozambique (tandis que les colonialistes portugais étaient chassés d'Angola) a commencé de briser le verrou mis en place par l'impérialisme au Sud de l'Afrique.

Cela fait du Mozambique la cible des attaques impérialistes d'autant plus vigoureuses que d'une part le FRELIMO poursuit consciemment la lutte, une lutte acharnée pour que puisse s'établir un pouvoir des ouvriers et des paysans. L'exemple du Mozambique, son entreprise systématique de dégageant des liens avec la Rhodésie et l'Afrique du Sud ont contribué à créer des conditions favorables pour la lutte des peuples du Zimbabwe, Namibie, Afrique du Sud.

UNE POLITIQUE
AFRICAINNE

Les bouleversements imposés en Afrique Australe suscitent une intervention impérialiste de plus en plus forte. Les USA se précipitent en Afrique Australe, essaient de contraindre les pays africains et les peuples à renoncer à faire disparaître les régimes racistes. En même temps ils essaient de les diviser pour s'attacher des pays ou des leaders pour les opposer aux autres. De son côté l'URSS est intervenue pour la première fois militairement hors d'Europe, en Angola. Son intervention s'est soldée par une guerre meurtrière en Angola et des oppositions graves entre pays : les Soviétiques essayaient de dresser les pays dits « progressistes », parce qu'ils avaient accepté son intervention en Angola où elle prétendait aider le mouvement de Libération, aux pays réactionnaires parce qu'ils avaient rejeté l'agression militaire. L'URSS voulait se tailler un empire en divisant entre eux les Africains.

Contre ces tentatives de division de l'URSS et des USA, la politique mozambicaine a toujours été une politique d'unité permettant aux Africains de régler leurs propres affaires. En pleine guerre d'Angola, il favorise des rencontres entre tous les pays voisins de l'Angola, quelles que soient les positions qu'ils adoptent. Dans la lutte du Zimbabwe, il favorise l'unité des pays voisins, dits « de première ligne », de telle sorte qu'à la politique de l'une et de l'autre des deux superpuissances s'opposent une politique africaine.

Cette politique est le fruit d'une expérience riche, mais d'une lutte aigüe, dont le Congrès marquera l'avancée. « Le FRELIMO... évitera que se crée une quelconque confusion entre les amis et les ennemis aussi graves que puissent devenir les erreurs des amis » disent les textes préparatoires. Quelle amitié reste-t-il quand les autres hostiles démentent les paroles mielleuses ? Quelle amitié reste-t-il quand toutes les relations consistent à contrecarrer les tentatives d'asservissement ? Quelle amitié reste-t-il quand, en définitive l'URSS se comporte en ennemi de l'indépendance des pays et de leurs peuples ? La lutte du FRELIMO jusque dans ses propres rangs contre les politiques contraires à l'indépendance résoudront ces questions.

Nous publierons à partir de demain des témoignages sur la lutte du peuple mozambicain pour édifier son pays.

TIMOR

BILAN TIRÉ PAR LE FRETILIN :

80 % DU TERRITOIRE LIBÉRÉ

Un diplomate australien, M.J. Dunn, qui a effectué une enquête auprès de réfugiés à Lisbonne, a révélé que les troupes indonésiennes avaient massacré près de 100 000 personnes lors de l'invasion de la partie orientale de Timor, ancienne colonie portugaise. Notamment, il estime qu'environ la moitié de la population chinoise de l'île (7 000 personnes) a été liquidée.

Par ailleurs, dans une récente tribune libre du « Monde », José Ramos Horta, responsable des relations extérieures du FRETILIN (Front de Libération de Timor-Est), a fait un bilan de la situation militaire dans son pays.

« Après plus d'un an d'une intervention de grande envergure, soutenue par quinze navires de guerre, trente hélicoptères, (pour la plupart identifiés de marque française Alouette), quinze avions Hercules, Dakota, B-25, cinquante chars et voitures blindés, les Indonésiens contrôlent moins de 20% du territoire ». Il a précisé que les troupes indonésiennes exercent un contrôle sur 158 000 personnes alors que la population est supérieure à 800 000 hommes.

En fait, les troupes indonésiennes font surtout appel aux interventions aériennes,

attaquent les villages de montagne du centre du pays « en déversant sur eux du napalm, des produits détruisant la flore, et en pulvérisant des produits toxiques ».

« Les vols, les cambriolages, les incendies de maisons, les viols dont des troupes indonésiennes se sont rendues capables ont entraîné une opposition massive aux propositions d'intégration de l'Indonésie ».

« La tactique du FRETILIN consiste à détruire toute voie possible de communication sur le terrain pour ralentir l'avance de l'infanterie ».

« Les pertes très lourdes subies par l'armée indonésienne (10 000 à 14 000 soldats tués ou blessés selon des sources indépendantes) retentissent durement sur le moral des troupes qui est très bas. Un combat sanglant a même opposé les deux principales divisions qui opèrent à Timor Oriental, les fusiliers marins de l'île de Java Orientale et les commandos du centre de Java ».

José Ramos Horta a terminé en lançant un défi au gouvernement indonésien : celui de lever le blocus pour permettre aux observateurs étrangers de se rendre compte par eux-mêmes de la réalité.

APRÈS DES MASSACRES DANS
DES VILLAGES THAÏLANDAIS :DES CALOMNIES CONTRE
LE CAMBODGE DÉMOCRATIQUE

C'est encore une fois l'AFP qui donne le signal de la campagne hystérique contre le Cambodge dans une dépêche ainsi libellée : « Aranya prateth, dimanche : trente Thaïlandais ont été massacrés dans la nuit de vendredi à samedi et leurs villages incendiés au cours d'une attaque éclair d'environ 500 Khmers rouges ! Une femme enceinte a été éventrée, des bébés ont eu la gorge tranchée... »

Chaque ligne est un mensonge éhonté, comme cela est prouvé par les faits. Qu'il y ait eu massacre est indéniable, mais perpétré par qui ? Qui au Cambodge a éventré les femmes enceintes sinon les soldats de Lon Nol ? Qui en Thaïlande a perdu par dizaines les patriotes et s'acharnait sur leurs cadavres sinon les auteurs du coup d'Etat ?

Or, Aranya Prateth se trouve au point de rencontre de ses deux spécimens fascistes. C'est là que s'étaient regroupés les lambeaux de l'armée de Lon Nol encadrés par l'armée Thai ; c'est de là que sont partis il y a un an les récits fantastiques colportés par d'anciens soldats et officiers fantoches ; les patriotes khmers auraient assassiné ; mais les seules preuves fournies étaient des dessins minables, les photos étaient truquées comme cela fut établi, en fait de maquisards, il ne reste aujourd'hui qu'une poignée de trafiquants encadrés par l'armée thaïlandaise. La première campagne a échoué lamentablement, malgré cela les mensonges, reconnus et prouvés comme tels sont présentés comme des faits établis.

UNE CAMPAGNE
GRADUÉE BIEN
ORCHESTRÉE

Pour relancer cette campagne, l'époque où, dans différentes zones de la Thaïlande, les fascistes thaïlandais, effectuent de sanglantes opérations de ratissage dans plusieurs régions de la Thaïlande qui ont été choisies. La campagne a été échelonnée : d'abord les agences de presse américaine ont rapporté il y a une quinzaine de jours que les

toute la Thaïlande du fait des campagnes fascistes de ratissage.

LA RÉPONSE DU
CAMBODGE
DÉMOCRATIQUE

Il reste que l'hystérie contre le Cambodge démocratique amène un journal comme le « Quotidien de Paris » à non seulement reproduire les dépêches AFP intégralement, mais à en rajouter : « A qui ressemble la petite ville fleurie qu'était autrefois Phnom Penh » demande le Yves de Chazournes de service. A-t-il la mémoire si courte qu'il ne se souviennent pas que Lon Nol avait transformé la ville en zone de défense, que les Yankees ont dû précipitamment quitter la ville que leur sale

Dès le début de la campagne, le Cambodge démocratique a fait connaître sa position. La question est posée de savoir pourquoi celle-ci a été black-outée quand les services de presse impérialistes reprennent servilement les déclarations des fascistes thaïlandais. La déclaration du ministre des Affaires Étrangères cambodgien, disait notamment :

« Le Kampuchea démocratique est né, lorsque le Kampuchea a été libéré complètement et totalement le 17 avril 1975. Le peuple du Kampuchea qui chérit



Les fascistes thaïlandais massacrent la population de Bangkok.

maient avoir dû « manger des racines et des morceaux de tronc hâchés pour se nourrir décemment ».

Le déroulement de cette campagne ne diffère en rien de la campagne de l'an dernier. A ceci près que les massacres ont bien eu lieu, semble-t-il et pas seulement à Aranya Prateth, mais dans

guerre contre le peuple cambodgien avait défigurée ?

Leur haine contre le Cambodge démocratique n'a de précédents que dans les démentes campagnes contre la Russie des Soviétiques après la révolution de 1917 et la révolution chinoise. C'est la même hystérie devant le pouvoir du peuple.

ardemment sa nation et sa patrie, désire vivre en paix sur son territoire. Il n'a aucune ambition. Il ne méprise personne et il ne s'imposera jamais dans les affaires des autres pays voisins et lointains, ne commettra jamais d'agression contre eux et n'annexera jamais leurs territoires ».

APRÈS LE COLLOQUE ORGANISÉ PAR LE FRONT PAYSAN A VINCENNES : «PAYSANNERIE ET CINEMA»

Vendredi et samedi derniers avait lieu le colloque organisé par le groupe *Front Paysan* sur le thème : Paysannerie et Cinéma. Le colloque réunissait des paysans venus de plusieurs régions de France, appartenant au Mouvement Paysans-Travailleurs et au MIVOC. Quatre groupes de paysans étaient présents, chacun présentant une question fondamentale aujourd'hui dans l'agriculture : l'Association de Défense des Eleveurs Agriculteurs (ADEA) de Lot et Garonne a présenté la lutte qu'elle mène contre Sanders et fait une analyse de l'intégration. Le groupe Paysans-Travailleurs de Loire Atlantique est intervenu sur la question du foncier ; le lendemain, le MIVOC a décrit la situation aujourd'hui dans le midi viticole et présenté ses propositions ; enfin, le groupe Paysans-Travailleurs de Poitou Charentes est intervenu sur la nature du Crédit

Agricole. Les quatre interventions ont mis en avant les revendications communes dans les luttes que les paysans ont menées sur ces questions : rester à la terre, avoir la garantie de l'emploi, obtenir la rémunération de leur travail.

Pourquoi les petits paysans sont-ils obligés de rentrer dans l'intégration ?

Dans l'impossibilité d'acquiescer de la terre pour s'agrandir, ils n'ont pas d'autre choix, s'ils veulent rester à la terre. Car quelle est la politique de prêt du Crédit Agricole face aux petits paysans ? C'est elle qui détermine l'avenir de milliers de paysans et c'est elle qui organise leur exploitation en accordant ou refusant un prêt. Les problèmes que connaît aujourd'hui, à une grande échelle, le Languedoc, sont une cristallisation de tous ces aspects : en effet, on a affaire à une offensive organisée du capital financier dans la ré-

gion. Ce qui unit les luttes qu'ont mené les quatre groupes de paysans, c'est cet ennemi contre qui elles sont dirigées.

La façon dont la question du foncier a commencé à y être abordée, en est une preuve : en effet, le capital financier pour récupérer la rente foncière a intérêt à éliminer la vieille propriété foncière telle qu'elle existe. En se plaçant sur le terrain de la lutte des classes, un autre point de vue apparaît, qui prend en compte ces contradictions entre capitalistes, et forge le point de vue des paysans dans la lutte.

L'autre lien entre ces groupes : les paysans se servent du cinéma et des films qui ont été fait avec le groupe *Front Paysan*, comme d'une arme dans leurs luttes. Les films ont été présentés pendant le colloque comme partie prenante du débat qui avait lieu. Le premier, «*Des dettes pour salaire*» a été

réalisé en 1973 avec l'ADEA ; le second, «*La reprise abusive*» en 1974-75 avec les Paysans-Travailleurs de Loire Atlantique, et le troisième film, «*N'ia Pro*» en 1976 avec le MIVOC. Le dernier film présenté était un film de propagande de la Télé-Promotion-Rurale sur le Crédit Agricole, le film des Paysans-Travailleurs de Poitou Charentes étant en cours de réalisation (au stade de l'enquête).

Les débats qui ont eu lieu après chaque exposé des paysans, et chaque projection de film, ont porté aussi bien sur le rôle des films comme arme dans la lutte, que sur les questions soulevées par les exposés et les films. Aujourd'hui nous examinons le rôle du cinéma. Demain, nous analyserons les questions qui se sont posées tout au long du colloque.

1. LE CINEMA DANS LA LUTTES DES CLASSES A LA CAMPAGNE.

Le groupe de militants cinéastes «*Front Paysan*» a confronté, au cours du colloque, les principes de base qui dirigent son travail, avec l'expérience des quatre groupes de paysans qui ont réalisé et utilisé les films «*Des dettes pour salaire*», «*La reprise abusive*», et «*N'ia Pro*».

Le débat s'est organisé autour de la question : comment la vie actuelle des paysans, leurs aspirations, et leurs tentatives de s'en approprier la représentation, ont été montrées à l'écran par «*Front Paysan*».

Le groupe réalise avant chaque film un travail de

pour la réalisation du film sur la viticulture, en particulier à travers la publicité qui couvre les murs et emplit les magazines.

L'ENQUÊTE AUPRÈS DES PAYSANS

Deuxièmement, l'expérience accumulée par les paysans est l'élément fondamental de l'enquête. La mémoire collective des faits et des luttes passés permet de tirer le bilan de l'histoire du village, de la région.

En préparant le film sur le foncier, «*La reprise abusive*», un paysan qui avait lutté dans les années 30-40, pour obte-

de vue du groupe paysans et cinéastes : le film «*N'ia Pro*» a été réalisé sur une période assez longue, pour que, du premier tournage lors des manifestations spontanées d'avril 75, au drame de Montredon, la ligne qui conduit l'action syndicale du MIVOC se construise et contribue à l'élaboration du film.

Inversement, l'effort de réflexion pour concentrer leurs idées dans un film d'1 h 30, a conduit les viticulteurs à créer «*l'événement*» : organiser des réunions publiques en fonction de la possibilité de filmer,

des routes du Languedoc-Roussillon.

Ce travail prend la forme d'une osmose entre militants cinéastes et paysans, et très vite, les paysans prennent possession du film.

La dernière étape de la réalisation est le montage, (l'organisation des images et des sons), qui est remanié jusqu'à ce que les idées que les paysans veulent et peuvent défendre sur le terrain soient clairement exprimées.

La phase essentielle du travail est la diffusion. Conçus et réalisés avec et pour des paysans, le cinéma est ici un reflet du réel : il prend une partie de la vie pour l'éclairer et la faire mieux comprendre. C'est au cours de la diffusion que se concrétise la prise de position.

LE FILM : UNE ARME DANS LA LUTTE

Le film «*Des dettes pour salaire*» sur les contrats d'intégration a été vu par près de 10 000 personnes, il a été diffusé, comme tous les autres films, village par village, au cours de réunions de paysans concernés par la lutte contre les trusts agro-alimentaires. Il a permis la popularisation de l'Association de Défense des Eleveurs et Agriculteurs du Lot et Garonne, si bien que la firme Sanders s'en est émue et a attaqué le film en justice par deux fois. En pure perte ! car la mobilisation des paysans a pesé en faveur de la liberté de faire connaître leur lutte par le film. Unis et nombreux devant le palais de justice, le jour du procès, ils ont empêché la censure de s'abattre sur le film. «*La reprise abusive*», réalisé par les Paysans-Travailleurs de Loire Atlantique, défendait un petit paysan menacé par son propriétaire. L'exemple donné était celui de la lutte exem-



Photo prise pendant le tournage du film «*N'ia Pro*» par l'équipe du *Front Paysan*.

plaire menée pour la défense de la famille Pèlerin. Elle a subi les assauts du propriétaire qui a fait envoyer 600 CRS pour l'expulser. Les paysans étaient nombreux à soutenir et à garder la ferme nuit et jour. L'exemplarité de la lutte a fait réfléchir le propriétaire qui a renouvelé le bail à son fermier, imité en cela par d'autres capitalistes fonciers que la lutte, popularisée par le film, a rendu prudents.

«*N'ia Pro*» réalisé sur les problèmes de la viticulture du Languedoc Roussillon commence tout juste à circuler dans les villages. Déjà les débats sont vifs, les points de vue s'affrontent, ceux qui veulent la «*lutte*

continue» et ceux qui proposent «*une voie*» qui passe par le programme commun en espérant le débordement ensuite !

Ces exemples montrent la richesse que peut constituer un film, rassemblant les idées issues des luttes, pour engager un débat.

Le cinéma est une arme qu'il faut affiner pour développer la lutte. Les paysans qui luttent contre le Crédit Agricole ont vu l'importance de s'emparer des moyens audio-visuels comme le cinéma. Et, ils préparent un film pour mobiliser les paysans contre le Crédit Agricole.

Bernard PELO



liaison avec les paysans ; vivre chez les paysans, participer aux travaux des champs qui demandent de la main-d'œuvre, comme le ramassage de la paille ou les vendanges etc... La liaison est un des aspects de l'enquête qui dure souvent plusieurs mois. L'enquête s'alimente de trois manières.

Premièrement, l'étude des statistiques ou des rapports des multiples organismes paragraves, du ministère de l'agriculture ou des chambres d'agriculture. Les points de vue des ennemis sont également étudiés ; par exemple celui des négociants en vin,

nir les droits du fermage, assurant une plus grande sécurité du fermier face au propriétaire, nous évoquait la sinistre période de la St-Michel. A cette date, en fin de bail, souvent les paysans étaient chassés des fermes reprises par les propriétaires. Les routes alors étaient encombrées par «*les charrettes blindées*», ces lourds attelages dans lesquels les paysans, à la recherche d'une nouvelle terre, entassaient leurs maigres biens et leur famille.

Enfin, troisièmement, ce sont les luttes en cours dans la période du tournage du film qui contribuent à enrichir le point

«*rencontrer*» les camions des négociants en vin !

RÉALISÉ AVEC LES PAYSANS, LE FILM EST FAIT POUR DES PAYSANS

Les viticulteurs, pendant la réalisation du film comme d'ailleurs les autres groupes de paysans, avaient intégré le groupe du tournage. Outre la protection et le contrôle que cela implique, en particulier lors de manifestations comme à Ance-nis (Loire Atlantique), devant la sous-préfecture où le sous-préfet a été «*interpellé*» par les paysans, ou sur les barra-



Devenez

«ABONNÉ-AMI»

du Quotidien du Peuple

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT :

• A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction

• Et à un livre ou un disque au choix :

PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception des parutions du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre-révolution en Argentine» de Géze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidürring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andrés Bello (un peuple en lutte : Espagne)

• Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml»

• Sur présentation de la carte

RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :

La librairie populaire (rue Dugesclin) à Lyon
«Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
«Mimesis» (15 bis rue de Grassi) à Bordeaux
«Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes
«L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen
Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris
«Graffiti», 210, rue J. Jaurès à Brest
Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille
«Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand
Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.
Librairie «Le Temps des Cerises» à Nice.

Abonnement normal 300 F
Abonnement de soutien 500 F
Abonnement de soutien F

Mode de versement :
En une fois
En trois fois (échelonné sur trois mois)

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

de 15% à la librairie «Le Grand Jeu», 20 rue Colbert à Reims

de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5^e

Cinéma (tarif étudiant tous les jours) :

«La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5^e
«Olympic», 10 rue Boyer
«Entrepôt», 7 rue Pressensé
«Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

COURRIER

Angers

Briser le ghetto universitaire : un appel

Avec la réunion qui s'est tenue le mercredi 26 janvier, appelée par le cercle d'étudiants en Histoire de la fac d'Angers, l'enjeu pour nous était important : soit suivre la ligne réactionnaire imposée dans nos cours, soit engager un travail radicalement différent, cernant de près la réalité et allant vers une étude de l'histoire du peuple.

Telles étaient les bases du cercle, les perspectives de travail restaient à établir et c'était le plus important. Le débat lors de cette réunion tourna autour des possibilités d'élargir le travail dans le

cadre des contraintes que représente le ghetto universitaire. C'est bien dans un premier temps le problème de rompre l'isolement de l'étudiant qui se pose, faire du campus universitaire un moyen d'expression et de convergences de points de vue. C'est dans cette optique que le cercle a proposé la tenue de contre-cours périodiques où le maximum d'étudiants d'histoire et d'autres sections, seraient associés. De plus, la parution d'un journal permettra d'ouvrir le débat.

Mais cela restant limité, la meilleure façon de briser le

ghetto universitaire c'est d'en sortir pour aller étudier la réalité là où elle se trouve. C'est dans ce sens qu'est apparue l'idée de deux groupes d'étude, le premier s'attachant à enquêter sur les ardoisières de Trélazé, un des foyers de lutte de la classe ouvrière le plus important sur Angers, le deuxième sur les coopératives agricoles en les reliant au problème de l'exploitation et de l'oppression de la paysannerie dans son ensemble.

C'est donc vers un double aspect que s'engage le travail du cercle, profiter des possibilités qui sont ouvertes sur le campus sans tomber dans le piège de s'y faire renfermer, ceci en s'ouvrant

directement sur la réalité, là où se trouve le peuple et ses luttes.

Mais il y a aussi la nécessité d'élargir ce travail aux universités même avec des échanges d'expériences entre différentes villes, c'est donc aussi sous la forme d'un appel que nous rédigeons ce compte-rendu.

Un appel encourageant à engager ce genre de travail partout où c'est possible pour que l'histoire... cesse d'être la chasse gardée de quelques-uns(...)

Le cercle d'étudiants en Histoire de la Faculté d'Angers

Les grandes enquêtes sont très intéressantes

Je trouve que le quotidien va toujours en s'améliorant, suivant de très près l'actualité et apportant des éléments de jugement sur toutes les grandes questions de l'actualité. Ces derniers temps notamment j'ai beaucoup apprécié les articles sur Chou en Laï ainsi que sur le plan Barre ; bravo aussi au camarade pour ses articles sur l'Angleterre. L'article sur l'Arabie Saoudite en page 2, lundi était également très bien fait. D'une façon générale

les grandes enquêtes sont très intéressantes et importantes et doivent être poursuivies, c'est un des éléments qui fait l'originalité et l'intérêt du journal : il ne se contente pas d'informer au jour le jour mais il approfondit de façon détaillée les grandes questions du moment et cela c'est très important. Je pense que des enquêtes régionales comme sur l'Ariège doivent être multipliées.

Continuez. Bon travail
P.R. 17 100 Saintes

FÉDÉRATION DES FINANCES CFTD

Communiqué de presse

200 000 contribuables parisiens ont dû s'étonner de recevoir dans le courant de la dernière semaine de janvier des avis de tiers provisionnels erronés pour l'échéance du 15 février 1977.

La plupart des avis font référence au 31 juillet 1977 comme date d'exigibilité au lieu du 31 janvier, alors que d'autres n'indiquent ni date, ni somme exigible.

La Fédération des Finances CFTD et son syndicat du Trésor protestent contre la gêne ainsi occasionnée pour de nombreux contribuables parisiens, gêne qui est due à la surcharge de travail des Services du Trésor liée au manque crucial d'effectifs.

De tels incidents ne pourront que se répéter dans la mesure où le Ministère des Finances continuera à laisser se dégrader la situation de l'emploi dans ses services (...)

FRONT ROUGE N° 12 VIENT DE PARAITRE

SOMMAIRE

Éditorial	p. 3
Du RPF au RPR : Vers la crise politique	p. 5
Parlement Européen : Contre l'indépendance nationale	p. 10
A propos du travail syndical : L'antisyndicalisme, rançon du révisionnisme	p. 14
Dossier Chili : Quelques points de repère	p. 21
Enquête : Les travailleurs du Livre aujourd'hui : La fin d'une corporation	p. 29
Caisse d'Épargne : «Les O.S de la papperasse les mieux payés de France»	p. 32
Critique de film : Un point de vue sur «1900»	p. 34
Histoire du mouvement ouvrier : La théorie des forces productives	p. 36
URSS : La répression en URSS	p. 43
Vietnam : Après le IV ^e Congrès du PTV	p. 46



5 F + 2 F de port
Passez vos commandes
à FRONT ROUGE BP 68 75019 PARIS

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC-Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

14^e épisode

Il s'arrêtait souvent au col du Rousset, chez la mère Bordat. Elle lui cuisinait des petits plats et l'engueulait : — Vous couchez au chaud, vous, tandis que mes petits, sur Beurre, ils ont froid ! Enfin, vous êtes brave quand même.

La mémé Bordat était « la Madelon » du Vercors, une madelon aux cheveux blancs, à la poitrine large, au sourire éternel. Elle fut arrêtée, torturée par les miliciens :

— Dites-nous où sont cachés les réfractaires ?

Après plusieurs heures, excédée, la mémé remonta ses jupes :

— Voilà où je les cache, mes petits.

Condamnée à mort, elle s'échappa pendant que les miliciens brûlaient son chalet.

Durant l'hiver 1943-44, les Allemands firent plusieurs incursions, incendièrent Maleval, les Baraques, des fermes à Saint-Julien et à Rousset.

Dans la neige, de brûlure en brûlure, le Vercors naissait, se préparant à l'épreuve de l'été 1944.

Etienne se réveilla vers sept heures. À côté du sien, le lit d'Emeline était vide. Il entendit sa sœur qui faisait sa toilette sur l'évier de la cuisine.

Dans la grange, Terro secouait le foin et la paille de ses cheveux, tout en pliant sa couverture.

Au premier étage, Michel Vieljeu regardait Hélène se coiffer devant la fenêtre ouverte. La bonne humeur remplaçait les soucis de la veille, car la nuit l'avait épargné : pas d'insomnie, pas de cauchemars. Le sommeil d'un seul jet et, maintenant, la silhouette de sa femme, détachée sur le ciel bleu.

— Hélène ?

— Oui.

Elle lui tournait le dos. Ses épaules nues roulaient à chaque coup de brosse. Du lit, Michel imaginait la douceur de ses épaules au contact des mains.

— Retourne-toi, Hélène !

Elle lui sourit. Depuis qu'ils habitaient le Vercors, c'était pour Vieljeu un sujet d'émerveillement continu, que sa femme sans fard : l'absence de fond de teint, de rouge, rendait au visage encadré de cheveux blonds son naturel ; les yeux seuls brillaient, bruns clairs dans la peau brune.

Ici, Vieljeu découvrait le matin et le visage de sa femme. Les matins malades et malodorants d'autrefois, matins lourds à secouer, il les trouvait frais, légers, dans l'air de la montagne.

— Hélène ! Après la guerre, restons ici !

Hélène se retourna, surprise.

— Tu sais bien qu'avec les enfants, c'est impossible !

— Ah ! oui, c'est vrai, dit Vieljeu. Je rêvais, il fait si beau...

Hélène vint s'asseoir près de Michel, au bord du lit.

— Au fond, dit-il, nous pourrions les mettre en pension à Grenoble.

— A Grenoble ? Et Paris !

Au tour d'Hélène de rêver ; par la fenêtre, elle voyait Paris ; les hêtres de la montagne devenaient les platanes et les marronniers des parcs ; les prairies s'étaient comme les pelouses horizontales du Bois de Boulogne. Pour Hélène, le Paris d'avant-guerre serait le Paris d'après-guerre. Finis l'exode, l'occupation, le rationnement, l'attente ; elle retrouverait sa famille, les théâtres, les salons amis, l'oisiveté qui permet à certaines mères de regarder leurs enfants grandir, comme le cinéaste filme au ralenti le galop des chevaux. Hélène ne voulait pas changer de vie ; elle désirait reprendre l'ancienne. Cet espoir lui donnait le courage de subir quatre ans de pauvreté. Elle ne pouvait l'abandonner.

— Pourtant, Michel, j'aime le Vercors !

Elle l'aimait, parce qu'enfin elle trouvait là de quoi nourrir sa famille ; parce que leur pauvreté, dans ces montagnes, restait cachée, alors qu'à Lyon elle avait des témoins.

(à suivre)

BLOC NOTES SANTÉ

COMMENT SOIGNER

LA BRONCHITE CHRONIQUE?

L'augmentation des sécrétions bronchiques entraîne une toux chronique et des difficultés respiratoires (manque de souffle pour faire des efforts...). Cette

non plus d'arrêter de fumer si l'on continue de fumer le tabac des autres : dans les réunions enfumées, les ateliers trop petits où les voisins fument, le seul fait

La rééducation respiratoire permet d'utiliser au maximum les possibilités naturelles d'évacuation et de vider les bronches.

En période d'infection (si la toux devient plus importante, les crachats purulents), les antibiotiques sont alors nécessaires.

assise.

Ces moyens sont des palliatifs. Si l'irritation persiste, la bronchite ira en s'aggravant.

Les moyens qui sont à mettre en œuvre nécessitent une autre organisation du travail, une autre société qui ne soit plus basée sur la recherche du profit et l'exploitation des travailleurs. Dès maintenant, par la lutte, il est possible d'obtenir que les vapeurs toxiques qui baignent les ateliers soient aspirées aux sources d'émission, que les fumées émises par les usines soient désulfurées...

Docteur QdP



toux est incapable d'évacuer correctement ce surplus de sécrétions, les cils sont eux aussi inefficaces, aplatis par le mucus contre les bronches.

de respirer à côté d'eux équivaut à fumer trois cigarettes dans une matinée !

La première mesure est de supprimer tous les facteurs irritants qui entretiennent le phénomène : le tabac est le plus facile, mais sa suppression ne suffit pas si l'exposition aux vapeurs toxiques persiste dans le travail, si l'habitation est froide et humide, dans le brouillard. Il ne suffit pas

Seule la revendication des travailleurs suivant l'exemple de leurs camarades de Penarroya ou de Pétchiney, pour demander que les aspirations de vapeurs de plomb, d'acide fluorhydrique soient complètement aspirées, permettra une protection efficace contre l'apparition de la bronchite et de son cortège de complications.

Lorsque la bronchite est installée

La toux doit être respectée et l'évacuation des crachats facilitée au maximum. Pour cela, existent des

fluidifiants bronchiques, des aérosols qui diminuent la viscosité, humidifient les crachats.



Obtenir que les fumées émises par les usines soient désulfurées...

Programme télé

JEUDI 3 FÉVRIER

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Eh bien raconte
20 h 00 - TF 1 actualités
20 h 30 - La famille cigale
21 h 20 - 60 minutes pour convaincre
22 h 20 - Jazz à Juan
22 h 55 - TF 1 actualités

20 h 00 - Journal de l'A 2
20 h 30 - Messieurs les jurés
22 h 00 - Le printemps est toujours dans mon village
22 h 55 - Journal de l'A 2

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Emissions réservées aux formations politiques

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
20 h 00 - Jeux de 20 heures
20 h 00 - Les grands noms de l'histoire du cinéma
Les caprices de marie
21 h 55 - FR3 actualités

MAIN BASSE SUR LA PRESSE

-4-

AUX TERMES DE LA LOI

«Toute personne convaincue d'avoir prêté son nom au propriétaire, au copropriétaire ou au commanditaire d'une publication (...) sera punie de trois mois à deux ans d'emprisonnement (...) Les mêmes peines seront appliquées à celui au profit de qui l'opération de «prête-nom» sera intervenue». (Ordonnance n° 26 août 1944).

Juillet 76 : La société «Presse Alliance» (Paul Winkler, éditeur de «Mickey» et autres bandes dessinées) achète «France-Soir» au groupe Hachette. Paul Winkler déclare : «Il n'y a rien de caché derrière moi». Le 17 août, Robert Hersant prend la moitié des parts de «Presse Alliance», donc de «France-Soir».

«La même personne ne peut être directeur ou directeur délégué de plus d'un quotidien».

«France-Soir», «Le Figaro», «Paris-Normandie», «Centre Presse», et plusieurs autres journaux locaux : tels sont actuellement les titres quotidiens (onze au total) entre les mains du groupe Hersant. Mais, naturellement, la loi est sauve : monsieur Hersant n'est pas directeur en titre.

17 juin 76 : le groupe Hachette acquiert «Paris-Match», vendu par son ancien patron Prouvost. 8 juillet : 60 % des parts sont revendues à Filipacchi, («LUI», «Salut les Copains», etc.).



France Soir : la rédaction en grève

QUOTIDIENS PARISIENS A VENDRE

Par Jean LERMET

Le 30 juillet 1975, Robert Hersant dépose cinq valises sur le bureau du vieux patron de presse Prouvost, connu comme dirigeant de «Paris Match» exploitateur à la Lainière de Roubaix, et amnistié comme Hersant lui-même pour des faits remontant à la dernière guerre. Dans les valises, deux milliards sept cent cinquante millions d'anciens, en billets de banque : c'est le premier versement pour l'achat du «Figaro» dont le montant global est estimé à quatre milliards.

DES ACTIONS QUI CIRCULENT VITE

Un an plus tard, en juillet 76, le trust Hachette vend «France Soir» déficitaire. L'acheteur est Winkler, qui se trouve notamment à la tête... d'une des filiales de Hachette. Le 17 août, la moitié des parts est revendue à Hersant. Dans ce cas comme dans le précédent, les sources du financement restent à ce jour mystérieuses. Concernant «Le Figaro», Hersant a lui-même donné la version suivante : «Compte tenu des fonds propres de ce journal, le prix réel a été de 44 millions, dont trente millions à régler comptant. L'entreprise disposait d'une trésorerie de dix millions, immédiatement mobilisables. Les 20 autres millions ont été trouvés en trois jours, en faisant le tour des banques». Mais, comme le remarque «L'Expansion», qui réalisait cette interview : «Il reste qu'aujourd'hui les banques prêtent avec réticences aux journaux».

La question se pose donc : qui, en dehors de lui-même, a donc intérêt à ce que monsieur Hersant achète en un an deux grands journaux parisiens ? Il n'est pas de coutume, dans les milieux d'affaires, de régler en coupures ; à moins qu'on ne veuille pas donner un chèque dont l'origine pourrait être retrouvée. Les hypothèses les plus diverses ont été formulées sur l'origine de l'argent d'Hersant. On a parlé de Dassault, de la BNP, de Michelin... Les journalistes concernés, eux, n'ont jamais accepté facilement ces transactions.

GREVES ET DÉMISSIONS

Deux grèves de vingt-quatre heures et une grève de cinq jours à «Paris Normandie», une grève également au «Figaro», où les journalistes ne sont pas précisément les gauchistes patentés, une grève d'une semaine à «France Soir», suivie plus tard d'une grève des signatures. Tels sont les événements qui ont marqué la prise de contrôle de ces différents journaux par Robert Hersant. C'est par dizaines que les rédacteurs de ces publications vont faire jouer la «clause de conscience» qui leur permet aux termes de la loi, de quitter un organe de presse, en ayant tous les avantages d'un licenciement : à «Paris Normandie», 55 sur 160 ; 79 au «Figaro». A la mi-octobre, le nombre était de 60 à «France Soir». D'autres s'approprièrent à suivre le mouvement. Et il faudrait rajouter tous les licenciements.

DE BIEN INNOCENTS GAUCHISTES

Pourquoi ces départs, ces conflits ? Les positions exprimées par les sociétés de rédacteurs de «Paris Normandie», qui écrivaient ces lignes le 30 mai 1972. Côté «Figaro», Périer-Daville, président de la société des rédacteurs, estimait : «Une certaine idée de la presse et de sa dignité, est en train de faire naufrage dans l'indifférence générale». «Devenu propriétaire de M. Hersant, «Le Figaro» risque de devenir simplement le maillon numéro un d'une centrale d'affaires déjà forte qu'un nombre impressionnant de titres. Une centrale d'affaires ; par un journal».

Assurément, on est loin des «gauchistes» qu'Hersant évoquait pour sa défense à propos des journalistes de «Paris Normandie».

Octobre 76 : Le directoire du «Figaro» est remanié. D'Ormesson, Aron et Marchetti sont éliminés. Nouveaux promus : Yann Clerc, responsable du syndicat CGC qui a tout fait pour permettre l'entrée d'Hersant au journal ; Boussemart et Grimaldi, «Hommes-liges» du chef au sein du groupe de presse, selon les termes de Périer-Daville, ancien président de la société des rédacteurs.

Les sociétés de rédacteurs

La première a été celle du «Monde», fondée en 1951. A l'époque, la question posée était celle d'une menace de vente du titre, les finances n'étant pas encore prospères comme elles le sont devenues. L'objectif était d'acquiescer une minorité de blocage au conseil d'administration, afin qu'aucune opération ne puisse s'effectuer sans le consentement des journalistes. Effectivement, la rédaction obtint 26 % des parts. Depuis, d'autres parts ont également été concédées à un collège des cadres et à un collège des autres salariés.

Quand, à la mort de Pierre Brisson, Prouvost, principal actionnaire, cherchera, en 1968, à prendre directement en mains le «Figaro», les journalistes formeront une société à l'exemple de ceux du «Monde». Une grève de plus de deux semaines permettra d'éviter la main-mise totale de Prouvost. Mais, le contrôle sur le capital n'est pas institué de la même manière qu'au «Monde». Bien que le «droit moral» de Brisson ait, théoriquement, dû être transmis à cette société de rédacteurs, cette fiction volera en éclats.

En 1964, une société du même genre se met en place à «France-Soir» : elle n'obtiendra qu'un strapontin au conseil d'administration ; et encore les journalistes y seront-ils représentés par des cadres très liés à la direction. Ambiguës de par leur caractère extra-syndical, qui risque, dans certaines circonstances, d'opposer les journalistes aux ouvriers du Livre dans une même entreprise de presse, ces sociétés ont néanmoins été l'instrument de certaines batailles, menées notamment sur le terrain juridique, contre les agressions des nouveaux magnats de la presse.

LES GRANDS GROUPES DE PRESSE

HACHETTE :

«France-Dimanche», le «Journal du Dimanche», «Elle», le «Courrier du Val-de-Marne», «Confidences», le «Journal de Mickey», «Mickey-Poche», «Picsou Magazine», le «Journal de Babar», «Télé 7 jours», «Parents», «Le Nouvel Economiste», «Vivre», «Hebdo guide», «Historia», le «Miroir de l'Histoire», le «Jardin des Arts», «Tout pour votre jardin», la «NEF», «Femmes d'aujourd'hui», «Tricots de Femme d'aujourd'hui», «Femme Pratique», «Toute l'Electronique», «Electronique Actualité», «Tout l'Univers», et l'important hebdomadaire «Le Point».

AMAURY (successeur Bellanger) : «Le Parisien Libéré», l'«Equipe», le «Courrier de l'Ouest» (Angers), le «Maine Libre» (Le Mans), «Le Progrès de l'Oise» (bi-hebdomadaire) ; les hebdomadaires : «Carrefour», «Point de Vue», «Images du Monde», «But» et «Club», le

«Miroir des Sports», «France-Football», et six mensuels de sport ; «Marie-Claire».

BOUSSAC :

«L'Aurore», «Paris-Turf», «Sport Complet». USINES PUBLICATIONS : Une quarantaine de revues économiques. FILIPACCHI : «Salut les Copains», «Mademoiselle Age Tendre», «Lui», «PlayBoy» (français), «Photo», «Ski Flash», «20 ans», «Arts Ménagers-Cuisine», «Madame Express», «Mer et Moteur», «Une semaine de Paris-Pariscopes», et depuis l'été 76 : «Paris-Match».

Hachette, Boussac, et autrefois Prouvost, ne sont pas simplement limités à la presse : les deux derniers sont des magnats du textile. Quant au trust Hachette, lié à la Banque de Paris et des Pays-Bas, il contrôle 18 % du marché des livres dans l'édition française, 23 % de la distribution.

Dans la presse, il détient en outre 49 % des Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne, principal organisme de distribution des journaux, une importante participation dans Transport Presse (distributeur de l'«Aurore» et du «Figaro»). Il a le monopole des kiosques de gare, métro, aéroports, gares routières, centres commerciaux, hôpitaux et hôtels. Son agence, Régie Presse, en plus de sa propre publicité, gère celle de 50 journaux ; il assure l'expédition aux abonnés de 17 quotidiens, 66 hebdomadaires et 240 autres périodiques. Enfin, il est associé à la télévision dans l'exploitation des vidéo-cassettes.

Il faut aussi signaler des groupes attachés à des organisations politiques ou religieuses, et notamment Bayard Presse, appartenant à l'église catholique, et les nombreuses publications contrôlées par le PCF.